

Statistiques 2021

Mesure de l'Allocation famille



Ce document trace le portrait des familles bénéficiaires de l'Allocation famille.

Rédaction et traitement informatique

Geneviève Chabot
Gee Farid Dalembert

Mise en page

Nathalie Bilodeau

Coordination

Geneviève Chabot

Date de parution

Mai 2023

Il est possible d'obtenir, sur demande, d'autres données qui ne paraissent pas dans la présente publication.

Ce document est disponible sur le site Web de Retraite Québec :
retraitequebec.gouv.qc.ca.

Le contenu de cette publication peut être reproduit en tout ou en partie, à condition que la source soit mentionnée.

Pour tout renseignement, tout commentaire ou toute suggestion sur le contenu, s'adresser à :

Direction de la statistique et de l'analyse quantitative

Retraite Québec
Case postale 5200
Québec (Québec) G1K 7S9
statistiques@retraitequebec.gouv.qc.ca

Avant-propos

Retraite Québec vous présente sa publication annuelle *Statistiques 2021 – Mesure de l'Allocation famille*. Cette publication trace l'évolution historique des programmes d'aide aux familles, depuis l'implantation du premier programme, en 1961, jusqu'à l'entrée en vigueur du crédit d'impôt remboursable accordant une allocation aux familles (CIRAAF) en janvier 2019. Elle dresse tour à tour le portrait des bénéficiaires de l'Allocation famille (AF), du supplément pour enfant handicapé (SEH), y compris le supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels (SEHNSE), et du supplément pour l'achat de fournitures scolaires (SAFS). Enfin, la dernière section du document présente le nombre de familles bénéficiaires et d'enfants inscrits à l'AF et au SEH, ainsi que les sommes totales versées aux bénéficiaires dans les 17 régions administratives du Québec et les 104 municipalités régionales de comté (MRC) ou territoires équivalant à des MRC.

Outil d'analyse complet et détaillé, le document *Statistiques 2021 – Mesure de l'Allocation famille* permet à la personne qui le consulte de mieux connaître les caractéristiques des familles et des enfants qui bénéficient d'une aide financière directe au Québec.

**La directrice de la statistique et de l'analyse quantitative,
Nathalie Madore**

Table des matières

Principales définitions	6
Production des statistiques	7
Évolution historique des programmes et des bénéficiaires	8
L'Allocation famille.....	24
Le supplément pour enfant handicapé.....	30
Statistiques régionales	34

Liste des tableaux

Tableau 1	Montants semestriels de l'allocation familiale, selon le rang et l'âge de l'enfant, d'avril 1967 à décembre 1973	8
Tableau 2	Montants mensuels de l'allocation familiale, de janvier 1974 à août 1997	9
Tableau 3	Montants mensuels de l'allocation pour enfant handicapé, de mai 1980 à décembre 2004	10
Tableau 4	Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation à la naissance, de mai 1988 à décembre 2002	11
Tableau 5	Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation pour jeune enfant, de janvier 1989 à août 1997	12
Tableau 6	Paramètres des prestations familiales, de septembre 1997 à décembre 2004.....	13
Tableau 7	Paramètres du Soutien aux enfants, de 2005 à 2018	14
Tableau 8	Paramètres de l'AF, de 2019 à 2022	14
Tableau 9	Exemples de montants annuels de l'AF, selon le revenu et la situation familiale, en 2021	15
Graphique 1	Structure du programme – Illustration de l'AF versée selon le revenu, pour les familles ayant 1 enfant, en 2021	15
Graphique 2	Structure du programme – Illustration de l'AF versée selon le revenu, pour les familles biparentales, en 2021	15
Tableau 10	Montants mensuels et annuels du SEH et du SEHNSE, de 2005 à 2022.....	17
Tableau 11	Montants du SAFS par année scolaire, de 2017 à 2023	18
Tableau 12	Nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, ainsi que sommes versées, par type d'allocation, de 1974 à 2021	20
Tableau 13	Évolution du nombre d'enfants, selon le sexe, et nombre moyen d'enfants par famille, de 1974 à 2021 ...	21
Tableau 14	Évolution quinquennale du nombre d'enfants dont la famille reçoit l'allocation de base, selon l'âge de l'enfant, de 1975 à 2021.....	22
Tableau 15	Évolution quinquennale du nombre de familles bénéficiaires de l'allocation de base, selon le nombre d'enfants dans la famille, de 1975 à 2021	23
Tableau 16	Évolution du nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, ainsi que des sommes versées pour le supplément pour l'achat de fournitures scolaires, de 2017 à 2021	23
Tableau 17	Familles bénéficiaires de l'AF, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2021	24
Tableau 18	Moyenne mensuelle de l'AF, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2021	25
Tableau 19	Familles bénéficiaires de l'AF et revenu annuel moyen, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2021	26
Tableau 20	Familles bénéficiaires de l'AF, selon la situation familiale, l'âge de la ou du bénéficiaire et son sexe, décembre 2021	27
Tableau 21	Proportion de familles bénéficiaires de l'AF qui ont choisi le dépôt direct et le paiement mensuel, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2021	28
Tableau 22	Enfants donnant droit à l'AF, selon l'âge et le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2021	29

Tableau 23	Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2021	30
Tableau 24	Familles bénéficiaires du SEH, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2021	32
Tableau 25	Répartition des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap et l'âge de l'enfant, décembre 2021	33
Tableau 26	Répartition régionale des bénéficiaires de l'AF et du SEH, en décembre 2021, et des sommes totales versées, en 2021	34
Tableau 27	Répartition régionale des bénéficiaires de l'AF et du SEH, selon le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2021	35
Tableau 28	Répartition régionale des bénéficiaires de l'AF, selon l'âge des enfants, décembre 2021	36
Tableau 29	Répartition régionale des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap, décembre 2021	37
Tableau 30	Répartition des bénéficiaires de l'AF et du SEH, selon la région administrative et la MRC, en décembre 2021, et des sommes totales versées, en 2021	38
Tableau 30 (suite)	Répartition des bénéficiaires de l'AF et du SEH, selon la région administrative et la MRC, en décembre 2021, et des sommes totales versées, en 2021	39
Tableau 30 (suite)	Répartition des bénéficiaires de l'AF et du SEH, selon la région administrative et la MRC, en décembre 2021, et des sommes totales versées, en 2021	40
Tableau 30 (suite)	Répartition des bénéficiaires de l'AF et du SEH, selon la région administrative et la MRC, en décembre 2021, et des sommes totales versées, en 2021	41
Tableau 31	Répartition régionale des bénéficiaires du SAFS, selon l'âge des enfants au début de l'année scolaire 2021-2022	42

Liste des graphiques

Graphique 1	Structure du programme – Illustration de l'AF versée selon le revenu, pour les familles ayant 1 enfant, en 2021	15
Graphique 2	Structure du programme – Illustration de l'AF versée selon le revenu, pour les familles biparentales, en 2021	15

Légende des tableaux

n. d.	données non disponibles	k\$	millier de dollars	s. o.	sans objet
–	zéro ou néant	M\$	million de dollars		

Principales définitions

Âge

Âge de l'enfant au 31 décembre de l'année.

Bénéficiaire

Personne qui reçoit un versement de l'Allocation famille. Il s'agit de la personne qui assume principalement les soins et l'éducation de l'enfant, et qui vit habituellement avec lui. Ce droit est reconnu à une seule personne par famille. En cas de garde partagée, les deux parents sont déclarés bénéficiaires¹.

Enfant

Personne qui est âgée de moins de 18 ans et qui n'est pas un conjoint ou une conjointe à charge au sens fiscal.

Enfant handicapé

Enfant ayant une déficience ou un trouble des fonctions mentales qui le limite de façon importante dans la réalisation de ses habitudes de vie pendant une période prévisible d'au moins un an. Les habitudes de vie sont celles qu'un enfant doit réaliser, selon son âge, pour prendre soin de lui et participer à la vie sociale. Les habitudes de vie qui sont considérées dans l'analyse d'une demande de supplément pour enfant handicapé sont les suivantes : la nutrition, les soins personnels, les déplacements, la communication, les relations interpersonnelles, les responsabilités et l'éducation.

Enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels

Enfant reconnu comme étant, pour une période prévisible d'au moins un an, dans l'une des deux situations exceptionnelles suivantes :

- A. Enfant qui présente des déficiences physiques ou un trouble des fonctions mentales qui entraînent des incapacités très importantes et multiples l'empêchant de réaliser de manière autonome les habitudes de vie d'un enfant de son âge;
- B. Enfant dont l'état de santé nécessite des soins médicaux complexes à domicile pour lesquels le parent a reçu, dans un centre spécialisé, une formation qui lui permet de maîtriser les techniques propres à l'utilisation de l'équipement requis. Les soins doivent être administrés par le parent. Il doit aussi être en mesure de répondre à tout changement de l'état clinique de l'enfant qui peut représenter une menace pour sa vie.

Famille bénéficiaire

Famille qui compte au moins un enfant pour lequel un paiement de l'Allocation famille a été effectué pour un mois donné.

Région

Endroit où réside la ou le bénéficiaire. Sont considérées comme régions les 17 régions administratives du Québec. La catégorie « Hors du Québec » correspond aux autres provinces canadiennes et aux pays étrangers.

Revenu familial

Somme du revenu de la ou du bénéficiaire et de celui de son conjoint ou sa conjointe pour une année. Le revenu pris en compte dans le calcul de l'Allocation famille est le revenu net au sens de la Loi sur les impôts. Puisque selon le calendrier de l'Allocation famille, l'année s'échelonne des mois de juillet à juin, le revenu utilisé pour le calcul du paiement des six premiers mois de l'année civile diffère de celui utilisé pour le calcul du paiement des six derniers mois. Ainsi, c'est le revenu net de 2019 qui a servi à établir le montant du paiement des mois de janvier à juin 2021, et celui de 2020 qui a servi au calcul du paiement des mois de juillet à décembre 2021.

Situation familiale

Structure de la famille. Celle-ci est dite *biparentale* si la ou le bénéficiaire a un conjoint ou une conjointe, et *monoparentale* si elle ou il n'en a pas.

1. Cette disposition législative est entrée en vigueur en janvier 2007.

Sommes versées

Ensemble des sommes payées aux bénéficiaires pour une période donnée. Les paiements rétroactifs, annulés et compensés à même les paiements de l'Allocation famille sont pris en compte dans le calcul des débours. Il y a compensation si la ou le bénéficiaire a une dette envers Retraite Québec. Le total des sommes versées est rajusté de façon à rendre compte des états financiers de Retraite Québec.

Production des statistiques

Les statistiques sur l'Allocation famille proviennent des fichiers administratifs de Retraite Québec. Ces derniers sont constitués et mis à jour à l'aide des renseignements fournis par les parents au Directeur de l'état civil qui, à son tour, les fait parvenir à Retraite Québec, ainsi qu'à l'aide des renseignements transmis par Revenu Québec.

En général, les enfants sont inscrits à ce programme dans les trois mois qui suivent leur naissance. Les statistiques officielles du mois de décembre d'une année sont compilées au 31 mars de l'année suivante. À cette date, 99 % des enfants dont les parents avaient droit à une aide en décembre sont inscrits.

Les statistiques sont révisées pour l'année antérieure, et il est possible de tenir compte rétroactivement des enfants non inscrits à ce programme. Les écarts observables entre les tableaux historiques de cette publication et ceux des publications antérieures s'expliquent ainsi.

Le fichier administratif des enfants handicapés est constitué à l'aide des renseignements recueillis par Retraite Québec. Sa mise à jour est faite principalement au moyen de l'information obtenue directement des parents, lors d'un changement concernant le handicap de l'enfant par exemple.

Retraite Québec peut payer rétroactivement le SEH pour une période pouvant aller jusqu'à 11 mois avant la date de la demande, si l'enfant y avait droit à ce moment. Il en est de même pour l'AF, mais la proportion d'enfants handicapés qui sont inscrits au SEH rétroactivement est beaucoup plus grande. En effet, selon le handicap de l'enfant ou la réaction des parents, un laps de temps plus ou moins long peut s'écouler avant que la demande de supplément ne soit faite. De plus, d'autres délais sont nécessaires pour que Retraite Québec puisse évaluer si l'enfant remplit ou non les conditions d'attribution.

La proportion d'enfants handicapés non inscrits au SEH lors de la production des statistiques d'une année se situe autour de 10 %. Il est donc essentiel de réviser les statistiques des années antérieures. Cette révision se fait pendant trois ans. Pour assurer l'uniformité des séries chronologiques présentées, les statistiques qui figurent dans les tableaux historiques sont donc des projections de la situation à terme pour les deux dernières années ainsi que pour l'année en cours.

L'introduction des versements simultanés en janvier 2007 pour les enfants en garde partagée influence la présentation des tableaux statistiques. Prenons l'exemple de deux parents qui se partagent la garde de leur enfant. À des fins statistiques, cette situation fait que l'enfant dont chacun des parents a la garde à mi-temps sera compté dans chacune des deux familles. Dans les tableaux statistiques, les enfants en garde partagée sont considérés comme des demi-unités; les données sont toutefois arrondies à l'unité près, de sorte que la somme des données individuelles relatives aux enfants ne correspond pas toujours au total.

Évolution historique des programmes et des bénéficiaires

1961-1973 – L'allocation scolaire

C'est en septembre 1961, au moment de l'entrée en vigueur de la Loi des allocations scolaires, que le gouvernement du Québec verse les premières prestations aux parents qui ont des enfants à charge. Il accorde alors une allocation de 10 \$ par mois pour les adolescents de 16 ou 17 ans qui fréquentent l'école et qui ont leur domicile au Québec. Les parents d'adolescents qui souffrent d'une incapacité physique ou mentale peuvent aussi bénéficier de cette allocation.

L'allocation est versée chaque mois, sauf en juillet, août et septembre, où elle est retenue pour être versée rétroactivement en octobre, sur preuve de fréquentation scolaire. Elle complète le régime d'allocations familiales du gouvernement fédéral, qui prévoit le versement d'une prestation pour tout enfant à charge de moins de 16 ans.

L'allocation scolaire passe de 10 \$ à 12 \$ par mois en octobre 1973. Elle est cependant abolie en janvier 1974 en raison de l'instauration d'un nouveau programme.

1967-1973 – L'allocation familiale

En avril 1967, le Québec crée son propre programme d'allocations familiales et commence à verser une allocation semestrielle à toute famille domiciliée au Québec qui compte au moins un enfant à charge de moins de 16 ans. Le montant des prestations est augmenté en fonction du rang de l'enfant dans la famille, pour aider les familles nombreuses.

Le montant semestriel de ces allocations varie de 15 \$ pour un enfant à 142,50 \$ pour six enfants. Chacun des enfants additionnels donne droit à une majoration de 35 \$. Une allocation supplémentaire de 5 \$ est versée pour chaque enfant âgé de 12 à 15 ans.

Tableau 1 Montants semestriels de l'allocation familiale, selon le rang et l'âge de l'enfant, d'avril 1967 à décembre 1973

	Montants semestriels					
	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant \$	4 ^e enfant \$	5 ^e enfant \$	6 ^e enfant et suivants \$
De 0 à 11 ans	15,00	17,50	20,00	25,00	30,00	35,00
De 12 à 15 ans	20,00	22,50	25,00	30,00	35,00	40,00

1974-1997 – Le Régime des allocations familiales du Québec

En janvier 1974, un nouveau programme, appelé Régime des allocations familiales du Québec, entre en vigueur. Il remplace les allocations scolaires de 1961 et l'allocation familiale de 1967. Ce régime prévoit le versement d'une allocation mensuelle à la mère de tout enfant célibataire de moins de 18 ans qui est réputé avoir sa résidence principale au Québec. À défaut d'être versée à la mère, l'allocation est accordée au père de cet enfant ou, s'il y consent, à sa conjointe. À défaut d'être versée à la mère et au père, sauf disposition contraire aux règlements, l'allocation est accordée à la personne qui subvient aux besoins de l'enfant. En 1979, l'application d'une disposition de la Loi sur la refonte des lois et des règlements entraîne la modification de l'appellation « Régime des allocations familiales du Québec », qui devient « Loi sur les allocations familiales ».

Le 1^{er} mai 1977, l'allocation versée par le Québec pour chaque enfant est augmentée de 27 %. Essentiellement, cette mesure concrétise une décision annoncée par le ministre des Finances dans le discours sur le budget, à savoir la redistribution par les allocations familiales d'une somme de 30 millions de dollars provenant d'une taxe de vente sur les vêtements d'enfants.

Tableau 2 Montants mensuels de l'allocation familiale, de janvier 1974 à août 1997

Année	Montants mensuels			
	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant \$	4 ^e enfant et suivants \$
1974	3,00	4,00	5,00	6,00
1975	3,31	4,42	5,52	6,62
1976	3,68	4,92	6,14	7,36
1977	3,98	5,32	6,64	7,96
1977 (mai)	5,05	6,76	8,43	10,11
1978	5,43	7,27	9,06	10,87
1979	5,92	7,92	9,88	11,85
1980	6,45	8,63	10,77	12,92
1981	7,09	9,48	11,84	14,20
1982	7,09	9,48	11,84	14,20
1983	7,52	10,05	12,55	15,05
1984	7,90	10,55	13,18	15,80
1985	7,90	10,55	13,18	15,80
1986	8,22	10,97	13,71	16,43
1987	8,56	11,42	14,27	17,10
1988	8,94	11,92	14,90	17,85
1989	9,31	12,41	15,51	18,58
1990	9,77	13,02	16,27	19,49
1991	10,24	13,64	17,05	20,43
1992	10,70	14,25	17,82	21,35
De 1993 à 1997	10,91	14,54	18,18	21,78

1980-2004 – L'allocation pour enfant handicapé

À partir du 1^{er} janvier 1980, la Loi sur les allocations familiales prévoit l'ajout d'une allocation pour tout enfant atteint d'une déficience importante et permanente sur le plan moteur, visuel, auditif ou mental, dont la condition nécessite la mise en place de mesures spécialisées de réadaptation et de scolarisation. Le montant de l'allocation pour enfant handicapé est alors fixé à 60 \$ par mois. Les objectifs de cette allocation sont d'encourager la garde à domicile de l'enfant handicapé et d'alléger le fardeau financier qui incombe aux parents en raison des soins qu'exige la situation de l'enfant. Cette allocation est payable à la personne qui reçoit l'allocation familiale et pourvoit aux besoins de l'enfant.

En janvier 1982, une modification apportée au Règlement sur l'allocation pour enfant handicapé introduit deux nouvelles catégories d'enfants handicapés : l'enfant atteint d'une psychopathie comme l'autisme et l'enfant atteint d'une maladie chronique, notamment l'épilepsie sévère, la fibrose kystique ou l'insuffisance rénale. Le Règlement modifie par la même occasion la définition de handicap auditif.

À partir de mai 1988, l'allocation pour enfant handicapé, qui auparavant n'était versée qu'à compter du mois de la réception de la demande, peut être accordée pour une période pouvant aller jusqu'à 11 mois avant la date de la demande.

En février 2000, une révision complète du Règlement sur l'allocation pour enfant handicapé redéfinit l'enfant handicapé comme celui ayant une déficience ou un trouble des fonctions mentales qui le limite de façon importante dans ses activités de la vie quotidienne pour une période prévisible d'au moins un an. La notion de permanence est donc abandonnée, ainsi que l'obligation de mettre en place des mesures spécialisées. Le Règlement précise maintenant, pour 16 catégories de handicaps, les cas présumés de handicap important. Les autres cas sont quant à eux analysés selon d'autres critères. Ces catégories de handicaps sont présentées en deux sections distinctes, soit les déficiences physiques et les troubles du développement.

Tableau 3 Montants mensuels de l'allocation pour enfant handicapé, de mai 1980 à décembre 2004

Année	Montant mensuel \$
1980	60,00
1981	65,94
1982	74,05
1983	82,34
1984	86,46
1985	86,46
1986	89,92
1987	93,61
1988	97,73
1989	101,74
1990	106,73
1991	111,85
1992	116,88
1993 à 2004	119,22

1988-2002 – L'allocation à la naissance

Le 1^{er} mai 1988, une nouvelle allocation s'ajoute à l'allocation familiale de base : l'allocation à la naissance. Elle consiste en un paiement forfaitaire de 500 \$ pour la naissance d'un premier ou d'un deuxième enfant dans une famille et en une allocation trimestrielle de 375 \$ payable jusqu'à l'âge de deux ans pour la naissance d'un troisième enfant ou de tout enfant additionnel. L'adoption donne également droit à cette allocation si l'enfant est placé dans la famille avant l'âge de deux ans.

Le 1^{er} mai 1989, une nouvelle disposition prévoit le versement d'une somme additionnelle de 500 \$ pour le deuxième enfant à son premier anniversaire de naissance ou d'adoption, s'il a été adopté avant l'âge de deux ans. L'allocation à la naissance pour le troisième enfant et chaque enfant additionnel est prolongée jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de trois ans. L'allocation maximale passe ainsi de 3 000 \$ à 4 500 \$. Le versement de l'allocation est de nouveau prolongé jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de quatre ans en 1990, puis jusqu'à ce que l'enfant ait cinq ans en 1991, pour un maximum de 7 500 \$. En mai 1992, l'allocation trimestrielle passe de 375 \$ à 400 \$, pour un maximum de 8 000 \$ en cinq ans. Au même moment, les conditions d'attribution des allocations de 500 \$ et de 1 000 \$ en cas d'adoption sont assouplies. Tous les parents qui adoptent un premier ou un deuxième enfant peuvent alors bénéficier de ces prestations, s'ils ont pris l'enfant en charge avant qu'il atteigne l'âge de cinq ans.

En décembre 1993, des modifications sont apportées aux conditions d'attribution des allocations pour un deuxième enfant ou un enfant additionnel. Ainsi, à partir de cette date, si un enfant change de rang dans la famille à la suite du décès d'une aînée ou d'un aîné ou s'il décède lui-même pendant la période de deux mois qui précède la date prévue du versement d'une allocation (deuxième versement de 500 \$ ou versement trimestriel), la famille conserve son droit à ce versement.

L'allocation à la naissance est abolie en septembre 1997 lors de l'entrée en vigueur de la Loi sur les prestations familiales. Cependant, le droit à l'allocation est maintenu pour tout enfant né avant le 1^{er} octobre 1997, et ce, jusqu'à son cinquième anniversaire. Les derniers paiements d'allocation à la naissance ont été faits pour le trimestre qui a débuté en juillet 2002.

Tableau 4 Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation à la naissance, de mai 1988 à décembre 2002

Année	Nombre de familles ¹	Nombre d'enfants ¹	Sommes versées k\$	Montants annuels			
				1 ^{er} enfant	2 ^e enfant	3 ^e enfant et suivants	
				\$	\$	Par trimestre et par enfant \$	Maximum par enfant \$
1988 ²	74 350	76 384	47 688,7	500	500	375	3 000
1989	136 329	141 473	100 454,8	500	1 000	375	4 500
1990	166 563	175 933	136 082,8	500	1 000	375	6 000
1991	181 045	194 165	162 946,8	500	1 000	375	7 500
1992	185 112	199 801	177 168,8	500	1 000	400	8 000
1993	185 172	200 566	182 326,1	500	1 000	400	8 000
1994	184 520	200 490	186 361,5	500	1 000	400	8 000
1995	182 534	198 771	184 107,4	500	1 000	400	8 000
1996	177 556	193 573	189 461,0	500	1 000	400	8 000
1997 ³	162 218	177 184	177 309,5	500	1 000	400	8 000
1998	89 545	98 739	119 618,3	–	–	–	–
1999	52 040	57 210	80 139,3	–	–	–	–
2000	37 553	39 817	53 106,4	–	–	–	–
2001	25 233	25 966	28 124,9	–	–	–	–
2002	10 450	10 574	5 912,5	–	–	–	–

1. Il s'agit des données de décembre.

2. La mesure a été instaurée en mai 1988.

3. La mesure a été abrogée en septembre 1997, avec maintien des droits acquis.

1989-1997 – L'allocation pour jeune enfant

En janvier 1989, une nouvelle allocation est accordée pour tout enfant âgé de moins de six ans. Il s'agit de l'allocation pour jeune enfant. Elle remplace l'allocation de disponibilité instaurée en 1981 et administrée par le ministère du Revenu. Cette dernière était versée chaque année à toute personne bénéficiaire d'allocations familiales qui avait à sa charge un ou plusieurs enfants de moins de six ans et qui en faisait la demande en produisant une déclaration de revenus.

Au moment où l'allocation de disponibilité a été versée pour la première fois, une famille avait droit à 300 \$ pour le premier enfant de moins de six ans, à 200 \$ pour le deuxième enfant et à 100 \$ pour chacun des enfants suivants. En 1988, la dernière année au cours de laquelle l'allocation de disponibilité a été versée, les sommes auxquelles une famille avait droit étaient réparties de la façon suivante : 100 \$ pour le premier enfant de moins de six ans, 200 \$ pour le deuxième et 500 \$ pour chacun des enfants suivants.

L'allocation pour jeune enfant consiste en une prestation mensuelle pour tout enfant de moins de six ans qui donne droit à l'allocation familiale. Son montant est déterminé d'après le rang de l'enfant dans la famille parmi tous les enfants de moins de 18 ans, et non plus seulement parmi les enfants de moins de six ans. Les sommes sont versées sous forme de supplément à l'allocation familiale mensuelle. Le premier enfant donne droit à 8,34 \$ par mois, soit 100 \$ par année, le deuxième, à 16,67 \$, soit 200 \$ par année, et chaque enfant additionnel de moins de six ans, à 41,67 \$, soit 500 \$ par année.

Toujours en 1989, la Loi sur les allocations familiales devient la Loi sur les allocations d'aide aux familles. Ainsi, le nom de la nouvelle loi englobe les quatre catégories d'aide offertes, soit l'allocation familiale, l'allocation pour enfant handicapé, l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant.

Tableau 5 Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation pour jeune enfant, de janvier 1989 à août 1997

Année	Nombre de familles ¹	Nombre d'enfants ¹	Sommes versées k\$	Montants mensuels		
				1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant et suivants \$
1989	396 747	520 655	106 067,5	8,34	16,67	41,67
1990	401 048	530 413	111 301,7	8,75	17,49	43,71
1991	406 379	541 988	118 165,5	9,17	18,33	45,81
1992	411 353	553 420	126 167,2	9,58	19,15	47,87
1993	415 510	562 097	132 437,7	9,77	19,53	48,83
1994	417 348	565 439	135 321,5	9,77	19,53	48,83
1995	415 118	561 238	136 191,3	9,77	19,53	48,83
1996	405 864	546 111	135 939,0	9,77	19,53	48,83
1997 ²	–	–	93 322,3	9,77	19,53	48,83

1. Il s'agit des données de décembre.

2. La mesure a été abrogée en septembre 1997.

1997-2004 – Les prestations familiales

En septembre 1997, la Loi sur les allocations d'aide aux familles est abolie pour faire place à la Loi sur les prestations familiales. Plusieurs changements sont apportés : l'allocation familiale varie désormais selon le revenu familial (allocation sélective), alors qu'elle était jusqu'à ce jour universelle; l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant sont abolies. Toutefois, les droits acquis en vertu de la Loi sur les allocations d'aide aux familles sont maintenus pour les enfants nés au plus tard le 30 septembre 1997. Par exemple, une famille dont le troisième enfant est né le 30 septembre 1997 conserve son droit à l'allocation à la naissance jusqu'au cinquième anniversaire de cet enfant. Pour ce qui est de l'allocation pour enfant handicapé, elle continue d'être versée en même temps que la nouvelle allocation familiale.

La nouvelle allocation familiale est déterminée en fonction de la situation familiale, du nombre d'enfants et du revenu familial net de l'année précédente. Le montant est établi pour une période de 12 mois débutant le 1^{er} juillet.

L'allocation maximale est fixée en 1997 à 975 \$ par année pour un premier enfant, à 975 \$ pour un deuxième enfant et à 398 \$ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. Les familles monoparentales ont droit à un supplément de 1 300 \$ par année. L'allocation maximale est réduite dans le cas où le revenu familial excède 21 825 \$ pour une famille biparentale ou 15 332 \$ pour une famille monoparentale. Les taux de réduction de l'allocation maximale sont de 50 % de 15 332 \$ à 20 921 \$², de 30 % jusqu'à 25 921 \$³, puis de 50 % jusqu'à 50 000 \$. L'allocation maximale ne peut toutefois être réduite en deçà d'un certain seuil pour les familles qui ont un revenu de moins de 50 000 \$. L'allocation minimale est de 131 \$ par année pour un premier enfant, de 174 \$ pour un deuxième enfant et de 398 \$ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. Elle est réduite selon un taux de 5 % jusqu'à réduction complète pour les familles qui ont un revenu de 50 000 \$ ou plus.

En raison des modifications apportées au programme d'allocation familiale en 1997, l'allocation familiale vise désormais à couvrir les besoins essentiels des enfants de moins de 18 ans qui font partie de familles à faible revenu. Le calcul de son montant tient compte de la prestation fiscale canadienne pour enfants.

2. Le seuil étant fixé à 21 825 \$ pour les familles biparentales, l'allocation commence à être réduite selon un taux de 30 %.

3. Le seuil de 25 921 \$ augmente de 1 231 \$ par enfant pour les familles de quatre enfants ou plus.

Tableau 6 Paramètres des prestations familiales, de septembre 1997 à décembre 2004

	Allocation annuelle maximale			Seuil de réduction			Taux de réduction			Allocation annuelle minimale ¹		
	1 ^{er} enfant ² \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant et suivants \$	1 ^{er} seuil \$	2 ^e seuil \$	3 ^e seuil \$	1 ^{er} taux %	2 ^e taux %	3 ^e taux %	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant et suivants \$
Famille biparentale												
Septembre 1997	975	975	398	21 825	25 921	–	30	50	–	131	174	398
Juillet 1998	975	975	975	21 825	25 921	–	30	50	–	131	174	975
Août 1999	795	795	795	21 825	–	–	25	–	–	131	174	975
D'août 2000 à décembre 2004	625	625	625	21 825	–	–	25	–	–	80	80	975
Famille monoparentale												
Septembre 1997	2 275	975	398	15 332	20 921	25 921	50	30	50	131	174	398
Juillet 1998	2 275	975	975	15 332	20 921	25 921	50	30	50	131	174	975
Août 1999	2 095	795	795	15 332	20 921	–	35	25	–	131	174	975
D'août 2000 à décembre 2004	1 925	625	625	15 332	21 214	–	35	25	–	80	80	975

1. L'allocation annuelle minimale est réduite de 5 \$ pour chaque tranche de 100 \$ de revenu excédant 50 000 \$ (taux de réduction de 5 %).

2. Cette somme inclut le supplément de 1 300 \$ pour les familles monoparentales.

2005-2018 – Le Soutien aux enfants

Le crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE) est entré en vigueur en janvier 2005. Il faisait suite au *Discours sur le budget 2004-2005*.

Le CIRSE a remplacé le programme des prestations familiales, le crédit d'impôt non remboursable pour enfant mineur à charge et la réduction d'impôt à l'égard de la famille. En 2011, le CIRSE a été renommé Soutien aux enfants (SAE). Cette mesure comprend le paiement de Soutien aux enfants (PSE) et le supplément pour enfant handicapé (SEH). Le supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels (SEHNSE) s'est ajouté au SAE en 2016, et le supplément pour l'achat de fournitures scolaires (SAFS), en 2018. Le SAE s'adresse à toutes les familles québécoises qui comptent des enfants âgés de moins de 18 ans.

En janvier 2007, un changement a été apporté dans le versement des prestations pour les familles qui comptent un ou des enfants en garde partagée. L'aide est désormais divisée en deux et versée simultanément aux deux parents qui se partagent la garde d'un ou de plusieurs enfants, alors qu'auparavant, ils la recevaient en alternance tous les six mois.

Le SEHNSE a été mis en place en septembre 2016. Ce programme accorde une aide financière aux parents qui doivent assumer des responsabilités hors du commun en matière de soins particuliers ou assurer une présence constante auprès d'un enfant qui est gravement malade ou qui présente des incapacités très importantes. La durée prévisible des incapacités ou des soins doit être d'au moins un an.

Le supplément pour l'achat de fournitures scolaires vise à aider les familles en prévision de la rentrée scolaire. Cette aide financière s'adresse aux bénéficiaires de l'AF qui ont un enfant âgé de 4 à 16 ans au 30 septembre de l'année scolaire visée, peu importe leur revenu familial. Il vise aussi les bénéficiaires du SEH qui ont un enfant âgé de 4 à 17 ans au 30 septembre de l'année scolaire visée.

Le paiement de Soutien aux enfants

Le paiement de Soutien aux enfants (PSE) varie selon le revenu familial, la situation familiale et le nombre d'enfants dans la famille.

Pour l'année 2018, le montant maximal payable à une famille est obtenu par l'addition d'un crédit de 2 430 \$ pour le premier enfant, de 1 214 \$ pour chacun des deuxième et troisième enfants, et de 1 821 \$ pour chacun des enfants suivants. Un crédit de 852 \$ s'ajoute s'il s'agit d'une famille monoparentale. Ce crédit total maximal est réduit de 4 \$ pour chaque tranche de 100 \$ (taux de réduction de 4 %) de revenu familial excédant 48 246 \$ (35 096 \$ pour une famille monoparentale), jusqu'à concurrence des sommes qui correspondent aux anciens crédits d'impôt non remboursables pour enfants mineurs

à charge, soit 682 \$ pour le premier enfant, 630 \$ pour chacun des autres enfants et un supplément de 340 \$ pour une famille monoparentale.

Tableau 7 Paramètres du Soutien aux enfants, de 2005 à 2018

Année	Maximum par année					Minimum par année			Seuils de réduction		Taux de réduction %
	Suppl. famille mono-parentale \$	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant \$	4 ^e enfant et suivants \$	Suppl. famille mono-parentale \$	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant et plus \$	Famille biparentale \$	Famille monoparentale \$	
2005	700	2 000	1 000	1 000	1 500	280	561	517	42 800	31 600	4
2006	717	2 049	1 024	1 024	1 536	287	575	530	43 094	31 680	4
2007	732	2 091	1 045	1 045	1 567	293	587	541	43 437	31 832	4
2008	741	2 116	1 058	1 058	1 586	297	594	548	43 654	31 984	4
2009	758	2 166	1 083	1 083	1 623	304	608	561	44 599	32 696	4
2010	762	2 176	1 088	1 088	1 631	305	611	564	44 788	32 856	4
2011	772	2 204	1 102	1 102	1 652	309	619	571	44 788	32 856	4
2012	793	2 263	1 131	1 131	1 696	317	635	586	45 152	32 856	4
2013	813	2 319	1 159	1 159	1 738	325	651	601	46 251	33 608	4
2014	821	2 341	1 170	1 170	1 755	328	657	607	46 699	33 944	4
2015	830	2 366	1 182	1 182	1 774	331	664	613	47 196	34 280	4
2016	839	2 392	1 195	1 195	1 793	335	671	620	47 665	34 656	4
2017	845	2 410	1 204	1 204	1 806	337	676	625	47 868	34 824	4
2018	852	2 430	1 214	1 214	1 821	340	682	630	48 246	35 096	4

2019 – La mesure de l'Allocation famille

En janvier 2019, le CIRSE est renommé et devient le crédit d'impôt remboursable accordant une allocation aux familles (CIRAAF), alors que le SAE est remplacé par la mesure de l'Allocation famille. La mesure d'aide comprend, en plus de l'AF, le supplément pour enfant handicapé (SEH), le supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels (SEHNSE) et le supplément pour l'achat de fournitures scolaires (SAFS).

L'Allocation famille

L'Allocation famille est administrée selon les mêmes paramètres que le PSE. Elle ajoute au montant du PSE, pour les deuxième et troisième enfants, une somme supplémentaire maximale de 500 \$ par enfant par année.

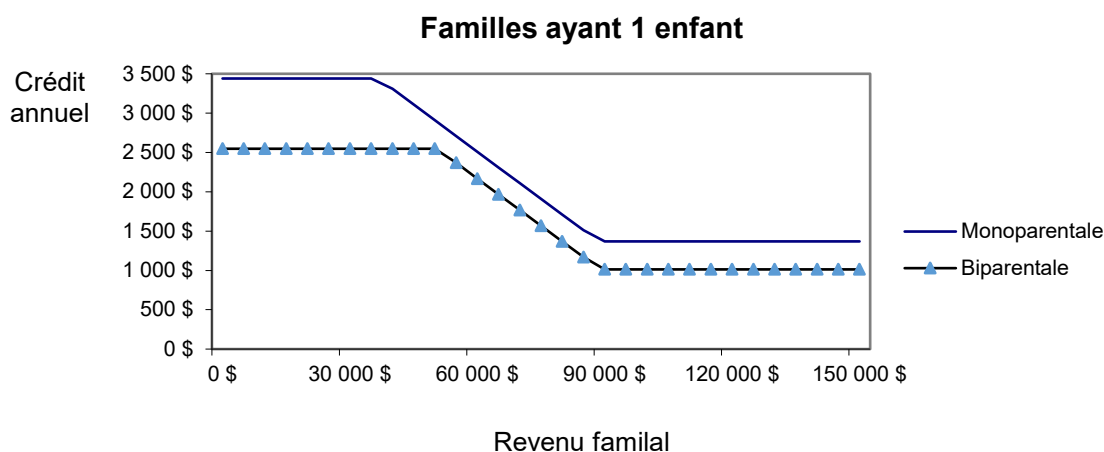
Tableau 8 Paramètres de l'AF, de 2019 à 2022

Année	Maximum par année					Minimum par année			Seuils de réduction		Taux de réduction %
	Suppl. famille mono-parentale \$	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant \$	4 ^e enfant et plus \$	Suppl. famille mono-parentale \$	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant et plus \$	Famille biparentale \$	Famille monoparentale \$	
2019	867	2 472	1 735	1 735	1 852	346	694	641	49 044	35 680	4
2020	882	2 515	2 515	2 515	2 515	352	1 000	1 000	49 842	36 256	4
2021	893	2 547	2 547	2 547	2 547	356	1 013	1 013	50 521	36 728	4
2022	917	2 614	2 614	2 614	2 614	365	1 040	1 040	51 893	37 752	4

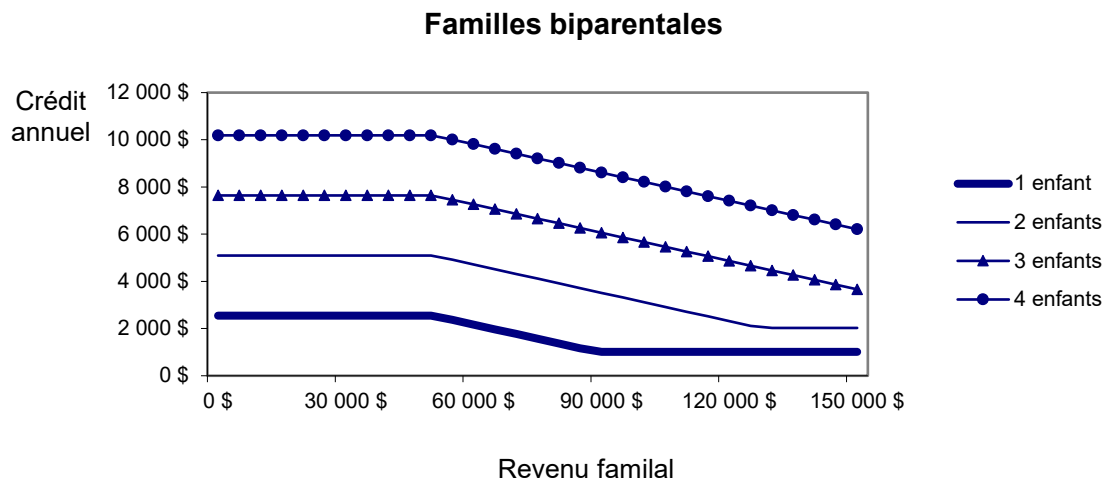
Tableau 9 Exemples de montants annuels de l'AF, selon le revenu et la situation familiale, en 2021

Revenu familial	Situation familiale							
	Famille biparentale				Famille monoparentale			
	1 enfant \$	2 enfants \$	3 enfants \$	4 enfants \$	1 enfant \$	2 enfants \$	3 enfants \$	4 enfants \$
30 000 \$ et moins	2 547	5 094	7 641	10 188	3 440	5 987	8 534	11 081
40 000 \$	2 547	5 094	7 641	10 188	3 309	5 856	8 403	10 950
50 000 \$	2 547	5 094	7 641	10 188	2 909	5 456	8 003	10 550
60 000 \$	2 168	4 715	7 262	9 809	2 509	5 056	7 603	10 150
70 000 \$	1 768	4 315	6 862	9 409	2 109	4 656	7 203	9 750
80 000 \$	1 368	3 915	6 462	9 009	1 709	4 256	6 803	9 350
90 000 \$	1 013	3 515	6 062	8 609	1 369	3 856	6 403	8 950
100 000 \$	1 013	3 115	5 662	8 209	1 369	3 456	6 003	8 550
125 000 \$	1 013	2 115	4 662	7 209	1 369	2 456	5 003	7 550
150 000 \$	1 013	2 026	3 662	6 209	1 369	2 382	4 003	6 550
175 000 \$ et plus	1 013	2 026	3 039	5 209	1 369	2 382	3 395	5 550

Graphique 1 Structure du programme – Illustration de l'AF versée selon le revenu, pour les familles ayant 1 enfant, en 2021



Graphique 2 Structure du programme – Illustration de l'AF versée selon le revenu, pour les familles biparentales, en 2021



Le supplément pour enfant handicapé

Le SEH remplace l'allocation pour enfant handicapé depuis janvier 2005. Ce supplément est une somme uniforme versée aux parents de chaque enfant admissible à l'AF et reconnu handicapé. L'enfant est reconnu comme tel s'il présente une déficience ou un trouble des fonctions mentales qui le limite de façon importante dans la réalisation de ses habitudes de vie, pour une période prévisible d'au moins un an.

Le SEH s'ajoute à l'AF. Les parents cessent d'avoir droit au SEH lorsque l'enfant n'est plus reconnu handicapé, qu'il atteint 18 ans ou que la famille perd son droit à l'AF.

Le SEH a été augmenté en janvier 2006 par l'intégration du crédit d'impôt non remboursable pour enfant à charge ayant une déficience. Cela fait suite au *Discours sur le budget 2005-2006*. La majoration est de 450 \$ (20 % de 2 250 \$) par année par enfant, soit 37,50 \$ par mois. Ajoutée à l'indexation annuelle au coût de la vie, elle a fait passer la valeur du supplément de 121 \$ en 2005 à 161,50 \$ en 2006.

En 2014, Retraite Québec a entamé de nouveaux travaux de révision du règlement qui encadre le SEH. La section des déficiences physiques a été revue pour tenir compte de l'évolution des pratiques de détection, d'évaluation et de prise en charge ainsi que du vocabulaire associé à la description de ces handicaps. En 2017, le nom de la section « trouble du développement » est remplacé par « troubles des fonctions mentales ». De nouvelles règles d'admissibilité sont définies, et les « activités de la vie quotidienne » sont désormais appelées « habitudes de vie ». La définition d'enfant handicapé au sens du SEH s'harmonise davantage avec le modèle conceptuel de la classification québécoise du processus de production du handicap (PPH). Cette définition prévoit que l'enfant handicapé est celui ayant une déficience physique ou un trouble des fonctions mentales qui le limite de façon importante dans la réalisation de ses habitudes de vie pendant une période prévisible d'au moins un an.

En 2021, le montant mensuel du SEH a été augmenté à 200 \$ en raison de l'indexation.

Le supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels

En septembre 2016, le supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels (SEHNSE) a été mis en place dans le but d'améliorer le soutien financier accordé aux parents qui doivent subvenir aux besoins d'un enfant qui est gravement malade ou qui présente des incapacités très importantes. Il vise à reconnaître le caractère exceptionnel de leur situation et à leur permettre d'assumer les responsabilités hors du commun qui leur incombent.

Le SEHNSE est une somme uniforme versée aux parents de chaque enfant admissible à l'AF et au SEH qui est dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1. L'enfant présente des déficiences physiques ou un trouble des fonctions mentales qui entraînent des incapacités très importantes et multiples l'empêchant de réaliser de manière autonome les habitudes de vie d'un enfant de son âge.
2. L'enfant a besoin de soins médicaux complexes à domicile pour lesquels le parent a reçu, dans un centre spécialisé, une formation qui lui permet de maîtriser les techniques propres à l'utilisation de l'équipement requis. Les soins doivent être administrés par le parent. Il doit aussi être en mesure de répondre à tout changement de l'état clinique de l'enfant qui peut représenter une menace pour sa vie.

La durée prévisible des incapacités et des soins doit être d'au moins un an.

Les versements du SEHNSE cessent lorsque l'enfant est hébergé ou placé, qu'il atteint l'âge de 18 ans, qu'il ne répond plus aux critères d'admissibilité parce que sa condition s'est améliorée ou que la ou le bénéficiaire perd son droit à l'AF.

Le SEHNSE accorde aux familles concernées une aide financière additionnelle de 978 \$ par mois en 2019. Cette somme peut être versée rétroactivement pour une période de 11 mois à compter de la date de réception de la demande, sans dépasser le 1^{er} avril 2016, si, pendant cette période, l'enfant remplissait les critères d'admissibilité.

En juin 2018, certains critères d'admissibilité au SEHNSE ont été assouplis afin que plus de familles puissent recevoir ce soutien financier. Ces nouveaux critères s'inscrivent dans la même logique médicale qui confère au programme un caractère exceptionnel. Les modifications ont été appliquées rétroactivement à compter du 1^{er} avril 2016 pour l'ensemble des familles admissibles.

Malgré l'assouplissement des critères utilisés en 2018, certaines familles comptant un enfant qui fait face à des contraintes importantes demeurent non admissibles au SEHNSE. Ainsi, dans la foulée de cette volonté d'assouplissement, un deuxième niveau d'aide appelé « deuxième palier » a été ajouté en juin 2019. Cette aide est offerte aux parents d'enfants peu autonomes, qui ont besoin d'aide pour accomplir plusieurs habitudes de vie et qui nécessitent des soins directs importants, mais moindres que ceux pour lesquels le SEHNSE était versé jusqu'à ce jour. Pour assurer le bien-être de leur enfant qui se trouve dans une telle situation de handicap, les parents doivent également assumer des responsabilités hors du commun.

Ce deuxième palier permet d'accorder aux familles concernées une aide additionnelle directe de 652 \$ par mois, soit 7 824 \$ sur une base annuelle. Les avantages s'appliquent rétroactivement au 1^{er} avril 2019. Comme pour le montant de 978 \$ accordé dans le cadre du premier palier du SEHNSE, le montant de 652 \$ accordé en vertu du deuxième palier du SEHNSE fait l'objet, à compter du 1^{er} janvier 2020, d'une indexation annuelle automatique, selon les mêmes paramètres que ceux applicables au SEH.

Tableau 10 Montants mensuels et annuels du SEH et du SEHNSE, de 2005 à 2022

Année	Supplément pour enfant handicapé (SEH)		Supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels (SEHNSE) Palier 1		Supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels (SEHNSE) Palier 2	
	Montant mensuel \$	Montant annuel \$	Montant mensuel \$	Montant annuel \$	Montant mensuel \$	Montant annuel \$
2005	121,00	1 452,00	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
2006 ¹	161,50	1 938,00	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
2007	165,00	1 980,00	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
2008	167,00	2 004,00	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
2009	171,00	2 052,00	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
2010	172,00	2 064,00	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
2011	174,00	2 088,00	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
2012	179,00	2 148,00	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
2013	183,00	2 196,00	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
2014	185,00	2 220,00	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
2015	187,00	2 244,00	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
2016	189,00	2 268,00	947,00	11 364,00	s. o.	s. o.
2017	190,00	2 280,00	954,00	11 448,00	s. o.	s. o.
2018	192,00	2 304,00	962,00	11 544,00	s. o.	s. o.
2019	195,00	2 340,00	978,00	11 736,00	s. o.	s. o.
2020	198,00	2 376,00	995,00	11 940,00	663,00	7 956,00
2021	200,00	2 400,00	1 008,00	12 096,00	671,00	8 052,00
2022	205,00	2 460,00	1 035,00	12 420,00	689,00	8 268,00

1. En janvier 2006, le crédit d'impôt non remboursable pour l'enfant à charge ayant une déficience a été mis en place.

Le supplément pour l'achat de fournitures scolaires

Le SAFS est un supplément qui vise à aider les familles en prévision de la rentrée scolaire. Cette aide financière s'adresse aux bénéficiaires de l'AF qui ont un enfant âgé de 4 à 16 ans au 30 septembre de l'année visée, peu importe leur revenu familial. Pour les bénéficiaires du SEH, l'enfant doit être âgé de 4 à 17 ans au 30 septembre de l'année visée. La ou le bénéficiaire doit aussi avoir la charge de l'enfant pendant le mois où ce supplément est versé. Si une garde partagée existe pendant ce mois, chaque parent reçoit la moitié du supplément en même temps.

Tableau 11 Montants du SAFS par année scolaire, de 2017 à 2023

Année scolaire	Supplément pour l'achat de fournitures scolaires	
	Montant	
	\$	
2017-2018 ¹	100,00	
2018-2019	100,00	
2019-2020	102,00	
2020-2021	104,00	
2021-2022	105,00	
2022-2023	108,00	

1. Le programme a débuté en janvier 2018 et visait l'année scolaire 2017-2018.

Les dispositions administratives

Indexation annuelle

Tous les montants minimaux et maximaux ainsi que les suppléments pour famille monoparentale de l'Allocation famille sont indexés chaque année selon le taux d'indexation du régime d'imposition des particuliers. Le taux d'indexation pour 2021 a été de 1,26 %. Les seuils de réduction des montants maximaux sont revalorisés chaque année pour s'harmoniser avec les seuils de sortie de la prime au travail.

Mode de paiement

L'Allocation famille est versée par anticipation tous les trois mois, soit en janvier, en avril, en juillet et en octobre, à moins que la ou le bénéficiaire ne demande à la recevoir chaque mois. En décembre 2021, un peu plus du quart (29 %) des familles bénéficiaires avaient opté pour le versement mensuel.

La ou le bénéficiaire a aussi le choix de recevoir ses paiements par la poste ou par dépôt direct dans un compte bancaire. En décembre 2021, la grande majorité (89 %) des familles bénéficiaires avaient choisi le dépôt direct.

L'Allocation famille peut également être versée de façon rétroactive pour les 11 mois précédant la demande. Elle se termine le mois où l'enfant atteint l'âge de 18 ans, s'il a conservé son droit à ce paiement jusqu'à cette date. Pour que les parents aient droit à l'Allocation famille pour un mois donné, un enfant doit satisfaire aux conditions d'attribution le dernier jour du mois en question.

Administration

L'administration de l'Allocation famille relève du ministre de la Famille. Retraite Québec verse l'Allocation famille pour le compte de Revenu Québec. Elle doit produire au plus tard le 30 juin de chaque année un rapport d'activité pour l'année financière précédente; le ministre de la Famille doit déposer ce rapport à l'Assemblée nationale.

Pour recevoir le paiement de l'Allocation famille, le parent n'a pas à faire de demande si son enfant est né au Québec. En déclarant la naissance de son enfant au Directeur de l'état civil, il l'y inscrit automatiquement. Dans certaines autres situations, la personne doit faire une demande pour obtenir l'Allocation famille, par exemple, si elle réside au Québec, mais que son enfant est né ailleurs qu'au Québec, ou si elle se sépare, mais qu'elle n'est pas bénéficiaire de l'Allocation famille au moment de la séparation.

En ce qui concerne l'obtention du SEH et du SEHNSE, une demande doit être adressée directement à Retraite Québec. Le SAFS est pour sa part versé automatiquement aux bénéficiaires de l'Allocation famille qui y sont admissibles.

Financement

Les sommes requises pour le financement de l'Allocation famille sont puisées à même les recettes fiscales perçues en vertu de la Loi sur les impôts.

Imposition de l'Allocation famille

Les sommes reçues au titre de l'AF, du SEH, du SEHNSE et du SAFS sont par définition non imposables, puisqu'elles constituent un crédit d'impôt remboursable.

Tableau 12 Nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, ainsi que sommes versées, par type d'allocation, de 1974 à 2021

Année	Allocation familiale			Allocation pour enfant handicapé			Total des sommes versées k\$	Moyenne par famille \$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées k\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées k\$		
1974	922 459	1 985 309	92 292,4	s. o.	s. o.	s. o.	92 292,4	100
1975	942 155	1 972 520	100 990,9	s. o.	s. o.	s. o.	100 990,9	107
1980	961 545	1 765 643	168 749,4	4 817 ¹	4 966	3 879,3	172 628,7	180
1985	936 000	1 633 761	185 107,1	13 724	14 208	14 537,9	199 645,0	213
1990	953 189	1 642 208	225 888,5	25 619	27 057	33 294,7	506 567,1²	531
1995	963 361	1 664 019	258 031,7	24 831	26 006	38 509,8	616 840,2²	640
1996	953 791	1 650 338	257 908,2	23 509	24 569	36 321,1	619 629,3²	650
1997	680 017 ³	1 200 262 ³	413 181,5 ³	22 993	24 024	35 001,6	718 814,9²	1 057
1998	660 939	1 179 947	778 142,6	23 273	24 407	34 272,2	932 033,1²	1 410
1999	629 815	1 125 985	762 143,6	24 066	25 301	35 248,5	877 531,4²	1 393
2000	586 953	1 047 699	632 492,3	24 772	26 098	37 043,1	722 641,8²	1 231
2001	554 007	989 020	541 984,1	25 286	26 694	38 202,5	608 311,5²	1 098
2002	538 660	959 313	516 817,2	25 819	27 336	38 296,1	561 025,8²	1 042
2003	516 230	918 470	496 458,7	26 918	28 586	39 688,3	536 147,0	1 039
2004	503 520	893 280	480 943,9	28 122	29 974	42 332,1	523 276,0	1 039
	Paiement de Soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé				
2005	873 108	1 494 566 ⁴	1 973 541,2	29 585	31 541	41 819,1	2 029 711,1⁵	2 325 ⁵
2006	874 996	1 494 661	2 036 803,4	30 803	32 883	61 706,1	2 102 015,3⁵	2 402 ⁵
2007	886 336	1 486 998	2 054 879,8	31 978	33 631	65 532,2	2 121 587,4⁵	2 394 ⁵
2008	887 085	1 487 599	2 041 462,2	33 027	34 702	68 217,3	2 109 936,3⁵	2 379 ⁵
2009	884 169	1 475 338	2 062 689,2	33 968	35 654	72 559,2	2 135 599,6⁵	2 415 ⁵
2010	882 423	1 473 675	2 049 741,3	34 707	36 296	74 391,7	2 124 238,5⁵	2 407 ⁵
2011	881 042	1 474 511	2 053 341,6	35 956	37 535	77 553,9	2 130 940,1⁵	2 419 ⁵
2012	879 455	1 475 737	2 085 908,6	36 505	38 036	79 672,7	2 165 619,9⁵	2 462 ⁵
2013	878 698	1 478 416	2 122 275,8	37 136	38 652	83 694,3	2 222 639,0⁵	2 529 ⁵
2014	877 150	1 484 138	2 115 482,3	37 350	38 790	85 840,7	2 208 217,4⁵	2 517 ⁵
2015	877 905	1 486 533	2 126 480,6	38 220	39 540	88 472,7	2 214 953,3⁵	2 523 ⁵
2016	884 090	1 500 514	2 141 164,0	39 000	40 223	90 877,2	2 232 041,2⁶	2 525 ⁶
2017	889 972	1 512 959	2 158 858,5	40 200	41 503	122 002,2 ⁶	2 280 860,7⁶	2 563 ⁶
2018	896 890	1 530 094	2 167 007,7	41 729	42 900	136 250,3 ⁶	2 303 258,1⁶	2 568 ⁶
	Allocation famille			Supplément pour enfant handicapé				
2019	905 402 ⁵	1 540 053 ⁷	2 447 061,4	42 630 ⁷	43 620 ⁷	143 370,1 ⁶	2 590 431,5⁶	2 861 ⁶
2020	909 420 ⁵	1 550 878 ⁷	2 994 280,1	43 390 ⁷	44 220 ⁷	158 300,3 ⁶	3 152 580,4⁶	3 467 ⁶
2021	916 540 ⁵	1 563 020 ⁷	2 995 669,9	44 570 ⁷	45 350 ⁷	164 457,3 ⁶	3 160 127,2⁶	3 448 ⁶

1. Il s'agit d'une estimation.

2. Ce total comprend les sommes versées pour l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant (voir le détail aux tableaux 4 et 5).

3. Le nouveau programme des prestations familiales a débuté en septembre 1997.

4. L'augmentation du nombre d'enfants inscrits en 2005 est due au passage d'un programme sélectif, soit l'ancien programme d'allocation familiale, à un programme universel, le paiement de Soutien aux enfants.

5. Cette moyenne comprend les sommes versées rétroactivement au cours de l'année en vertu de l'ancienne Loi sur les prestations familiales (allocation familiale ou allocation pour enfant handicapé).

6. Ces données comprennent les sommes versées pour le SEH et le SEHNS. En 2021, les sommes versées pour le SEHNS sont estimées à 55,2 M\$.

7. Ces données sont projetées.

Tableau 13 Évolution du nombre d'enfants, selon le sexe, et nombre moyen d'enfants par famille, de 1974 à 2021

Année	Allocation familiale				Allocation pour enfant handicapé			
	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants
1974	1 024 419	960 890	1 985 309	2,15	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1975	1 017 820	954 700	1 972 520	2,09	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1980	914 603	851 040	1 765 643	1,84	2 791	2 175	4 966	1,03
1985	848 949	784 812	1 633 761	1,75	8 113	6 095	14 208	1,04
1990	847 997	794 211	1 642 208	1,72	15 886	11 171	27 057	1,06
1995	855 685	808 334	1 664 019	1,73	15 289	10 717	26 006	1,05
1996	848 004	802 334	1 650 338	1,73	14 469	10 100	24 569	1,05
1997 ¹	616 668	583 594	1 200 262	1,77	14 224	9 800	24 024	1,04
1998	605 822	574 125	1 179 947	1,79	14 543	9 864	24 407	1,05
1999	577 624	548 361	1 125 985	1,79	15 203	10 098	25 301	1,05
2000	537 651	510 048	1 047 699	1,78	15 832	10 266	26 098	1,05
2001	506 378	482 642	989 020	1,79	16 344	10 350	26 694	1,06
2002	491 360	467 953	959 313	1,78	16 880	10 456	27 336	1,06
2003	471 130	447 340	918 470	1,78	17 905	10 681	28 586	1,06
2004	458 208	435 072	893 280	1,77	19 053	10 921	29 974	1,07
Paiement de Soutien aux enfants				Supplément pour enfant handicapé				
2005	764 144	730 422	1 494 566	1,71	20 306	11 235	31 541	1,07
2006	763 584	731 077	1 494 661	1,71	21 408	11 475	32 883	1,07
2007	759 428	727 570	1 486 998	1,68	22 100	11 531	33 631	1,05 ²
2008	759 749	727 850	1 487 599	1,68	22 971	11 731	34 702	1,05
2009	753 473	721 865	1 475 338	1,67	23 708	11 946	35 654	1,05
2010	752 431	721 244	1 473 675	1,67	24 230	12 066	36 296	1,05
2011	752 597	721 914	1 474 511	1,67	25 127	12 408	37 535	1,04
2012	753 704	722 033	1 475 737	1,68	25 521	12 515	38 036	1,04
2013	755 504	722 912	1 478 416	1,68	25 846	12 806	38 652	1,04
2014	758 287	725 850	1 484 138	1,69	26 066	12 724	38 790	1,04
2015	759 955	726 578	1 486 533	1,69	26 622	12 918	39 540	1,04
2016	767 111	732 804	1 500 514	1,70	27 029	13 194	40 223	1,03
2017	774 316	738 643	1 512 959	1,70	27 934	13 569	41 503	1,03
2018	782 455	747 639	1 530 094	1,71	28 858	14 042	42 900	1,03
Allocation Famille				Supplément pour enfant handicapé				
2019	787 726 ³	752 327 ³	1 540 053 ³	1,70	29 297 ³	14 323 ³	43 620 ³	1,02
2020	793 263 ³	757 615 ³	1 550 878 ³	1,71	29 599 ³	14 621 ³	44 220 ³	1,02
2021	799 474 ³	763 546 ³	1 563 020 ³	1,71	30 309 ³	15 041 ³	45 350 ³	1,02

1. Le nouveau programme des prestations familiales a débuté en septembre 1997.

2. La baisse du nombre moyen d'enfants par famille depuis 2007 est due à l'augmentation plus rapide du nombre de familles que du nombre d'enfants. En effet, depuis janvier 2007, les familles ayant un ou des enfants en garde partagée comptent pour deux familles distinctes.

3. Ces données sont projetées.

Tableau 14 Évolution quinquennale du nombre d'enfants dont la famille reçoit l'allocation de base, selon l'âge de l'enfant, de 1975 à 2021

Âge de l'enfant	1975	1980	1985	1990	1995	2000 ¹	2005	2010	2015	2020 ²	2021 ²
Moins de											
1 an	86 634	94 788	84 054	96 523	87 156	47 856	73 944	85 970	84 380	77 980	80 810
1 an	89 535	97 636	87 724	91 036	89 891	50 947	72 374	87 870	86 280	81 490	79 620
2 ans	88 084	93 513	87 418	86 306	92 324	52 481	72 790	87 280	87 550	81 890	82 200
3 ans	87 042	93 992	90 328	83 843	96 500	54 792	72 439	84 640	87 910	83 770	82 660
4 ans	92 544	92 965	94 401	85 559	97 419	58 523	73 807	81 760	88 640	87 580	84 760
5 ans	94 209	92 123	95 863	87 146	97 948	60 530	72 702	77 800	89 140	88 380	87 920
6 ans	95 922	88 252	97 142	89 350	92 286	61 816	73 904	75 230	90 430	89 770	88 850
7 ans	96 904	86 660	93 143	88 839	87 666	62 814	76 418	75 250	89 370	90 690	90 510
8 ans	100 034	85 279	93 343	91 842	85 183	65 153	80 655	74 610	86 370	91 390	91 440
9 ans	108 101	90 475	92 564	95 908	86 929	65 990	85 330	75 710	83 340	91 570	91 560
10 ans	118 850	92 273	91 481	97 262	88 597	66 101	88 249	74 560	79 120	92 110	92 110
11 ans	126 570	93 745	87 871	98 436	90 679	62 519	90 467	75 570	76 450	92 810	92 500
12 ans	129 321	94 870	86 141	94 495	90 097	58 565	92 570	78 010	76 370	91 890	93 320
13 ans	130 672	97 965	84 786	94 605	93 016	56 430	95 967	81 560	75 530	88 530	92 080
14 ans	131 876	105 860	89 750	93 574	96 805	56 227	96 965	86 110	76 550	85 210	88 840
15 ans	133 119	116 064	91 490	92 457	97 958	56 141	97 411	88 730	75 220	80 410	85 390
16 ans	134 341	123 688	92 834	88 626	98 946	55 963	91 886	90 840	76 060	78 040	80 790
17 ans	128 762	125 495	93 428	86 401	94 619	54 851	86 688	92 175	77 823	77 368	77 660
Total	1 972 520	1 765 643	1 633 761	1 642 208	1 664 019	1 047 699	1 494 566	1 473 675	1 486 533	1 550 878	1 563 020

1. Le programme des prestations familiales ne s'adressait qu'aux familles à revenu faible ou moyen de 1997 à 2004. Avant septembre 1997, le programme était universel et, depuis 2005, il comprend une composante universelle (le crédit minimal).

2. Ces données sont projetées.

Tableau 15 Évolution quinquennale du nombre de familles bénéficiaires de l'allocation de base, selon le nombre d'enfants dans la famille, de 1975 à 2021

Nombre d'enfants	1975	1980	1985	1990	1995	2000 ¹	2005	2010	2015	2020 ²	2021 ²
1 enfant	355 433	408 963	417 528	432 806	441 521	272 091	408 890	409 400	382 800	374 000	375 400
2 enfants	323 850	368 676	374 565	384 031	380 771	205 056	344 574	349 200	356 100	379 500	382 500
3 enfants	155 526	135 503	116 298	111 442	112 471	83 175	93 773	96 100	107 100	118 500	120 300
4 enfants ou plus	107 346	48 403	27 609	24 910	28 598	26 631	25 871	27 723	31 905	37 420	38 340
Total	942 155	961 545	936 000	953 189	963 361	586 953	873 108	882 423	877 905	909 420	916 540

1. Le programme des prestations familiales ne s'adressait qu'aux familles à revenu faible ou moyen de 1997 à 2004. Avant septembre 1997, le programme était universel et, depuis 2005, il comprend une composante universelle (le crédit minimal).

2. Ces données sont projetées.

Tableau 16 Évolution du nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, ainsi que des sommes versées pour le supplément pour l'achat de fournitures scolaires, de 2017 à 2021

Année scolaire	Nombre de familles ¹	Nombre d'enfants ¹	Sommes versées k\$
2017-2018	688 236	1 076 596	0 ²
2018-2019	703 847	1 103 326	217 762 ³
2019-2020	714 558	1 120 663	114 652 ³
2020-2021	727 193	1 139 775	119 551 ³
2021-2022	719 738	1 130 430	119 392 ³

1. Il s'agit des données réelles au 31 juillet précédant l'année scolaire à venir.

2. Pour l'année scolaire 2017-2018, le SAFS a été versé au début de 2018, et les déboursés sont estimés à environ 108,5 millions de dollars.

3. Ce sont les sommes versées durant l'année civile.

L'Allocation famille

Tableau 17 Familles bénéficiaires de l'AF, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2021

Situation familiale	Revenu familial				Total
	Moins de 25 000 \$	De 25 000 \$ à 49 999 \$	De 50 000 \$ à 74 999 \$	75 000 \$ ou plus	
Familles biparentales					
1 enfant	6 040	20 205	38 645	169 739	234 629
2 enfants	6 261	21 429	40 313	216 640	284 643
3 enfants	3 543	11 071	16 908	64 117	95 639
4 enfants ou plus	2 494	6 230	7 101	15 912	31 737
Sous-total	18 338	58 935	102 967	466 408	646 648
Familles monoparentales					
1 enfant	32 366	56 601	27 365	18 660	134 992
2 enfants	18 686	35 704	20 834	16 756	91 980
3 enfants	6 566	8 723	4 235	3 332	22 856
4 enfants ou plus	2 764	2 094	701	424	5 983
Sous-total	60 382	103 122	53 135	39 172	255 811
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	38 406	76 806	66 010	188 399	369 621
2 enfants	24 947	57 133	61 147	233 396	376 623
3 enfants	10 109	19 794	21 143	67 449	118 495
4 enfants ou plus	5 258	8 324	7 802	16 336	37 720
Total¹	78 720	162 057	156 102	505 580	902 459

1. Il s'agit des données réelles au 31 décembre 2021.

Tableau 18 Moyenne mensuelle de l'AF, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2021

Situation familiale	Revenu familial				Total
	Moins de 25 000 \$	De 25 000 \$ à 49 999 \$	De 50 000 \$ à 74 999 \$	75 000 \$ ou plus	
	\$	\$	\$	\$	\$
Familles biparentales					
1 enfant	212	211	168	87	114
2 enfants	423	422	377	211	255
3 enfants	634	631	584	377	452
4 enfants ou plus	975	955	870	603	761
Sous-total	469	445	367	202	258
Familles monoparentales					
1 enfant	266	239	162	93	210
2 enfants	446	389	284	190	341
3 enfants	654	575	437	314	534
4 enfants ou plus	932	830	643	473	830
Sous-total	394	331	238	157	300
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	257	232	165	87	149
2 enfants	441	401	345	210	276
3 enfants	647	606	554	373	468
4 enfants ou plus	952	924	850	600	772
Total¹	412	373	323	198	270

1. Il s'agit des données réelles au 31 décembre 2021.

Les familles qui gagnent moins de 25 000 \$ constituent 9 % des bénéficiaires, mais elles reçoivent une AF plus élevée que la moyenne (412 \$). À l'opposé, celles qui gagnent 75 000 \$ ou plus représentent plus que la moitié (56 %) des bénéficiaires, mais elles reçoivent une AF nettement inférieure à la moyenne (198 \$).

Près des trois quarts (72 %) des familles bénéficiaires de l'AF sont des familles biparentales. Elles reçoivent toutefois une AF moyenne inférieure à celle des familles monoparentales en raison de leur revenu annuel moyen plus élevé et de la somme additionnelle versée aux familles monoparentales (258 \$ pour les familles biparentales, comparativement à 300 \$ pour les familles monoparentales).

Tableau 19 Familles bénéficiaires de l'AF et revenu annuel moyen, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2021

Somme versée								
Situation familiale	Montant maximal		Montant se situant entre le minimum et le maximum		Montant minimal		Total	
	Nombre de familles	Revenu annuel moyen \$	Nombre de familles	Revenu annuel moyen \$	Nombre de familles	Revenu annuel moyen \$	Nombre de familles	Revenu annuel moyen \$
Familles biparentales								
1 enfant	26 929	34 443	64 802	71 177	142 898	155 290	234 629	118 189
2 enfants	28 357	34 547	152 625	91 179	103 661	197 324	284 643	124 193
3 enfants ou plus	23 771	33 331	88 187	100 243	15 418	283 060	127 376	109 885
Sous-total	79 057	34 146	305 614	89 553	261 977	179 442	646 648	119 196
Familles monoparentales								
1 enfant	61 653	22 498	62 693	55 665	10 646	128 567	134 992	46 266
2 enfants	36 475	22 677	52 919	63 392	2 586	194 034	91 980	50 920
3 enfants ou plus	15 402	20 238	13 199	64 263	238	286 797	28 839	42 587
Sous-total	113 530	22 249	128 811	59 721	13 470	143 931	255 811	47 525
Familles biparentales et monoparentales								
1 enfant	88 582	26 129	127 495	63 549	153 544	153 437	369 621	91 922
2 enfants	64 832	27 869	205 544	84 025	106 247	197 244	376 623	106 298
3 enfants ou plus	39 173	28 183	101 386	95 559	15 656	283 117	156 215	97 461
Total¹	192 587	27 133	434 425	80 708	275 447	177 705	902 459	98 880

1. Il s'agit des données réelles au 31 décembre 2021.

Le tableau 19 indique que 192 587 familles (21 % des familles) reçoivent l'AF maximale. Le revenu moyen de ces familles est de 27 133 \$, le plafond du revenu qui donne droit à l'AF maximale étant de 50 521 \$ pour les familles biparentales et de 36 728 \$ pour les familles monoparentales en 2021. À l'opposé, 31 % des familles touchent la somme minimale. Rappelons que cette somme correspond aux anciens crédits d'impôt non remboursables pour enfants à charge de moins de 18 ans. Le revenu moyen de ces familles s'élève à 177 705 \$.

Tableau 20 Familles bénéficiaires de l'AF, selon la situation familiale, l'âge de la ou du bénéficiaire et son sexe, décembre 2021

Situation familiale	Âge de la ou du bénéficiaire				Sexe de la ou du bénéficiaire		Total
	Moins de 25 ans	De 25 à 34 ans	De 35 à 44 ans	45 ans ou plus	Femme	Homme	
Familles biparentales							
1 enfant	6 603	67 684	75 151	85 191	223 576	11 053	234 629
2 enfants	2 618	70 922	154 733	56 370	271 656	12 987	284 643
3 enfants	465	22 185	58 762	14 227	88 756	6 883	95 639
4 enfants ou plus	114	7 885	20 048	3 690	28 381	3 356	31 737
Sous-total	9 800	168 676	308 694	159 478	612 369	34 279	646 648
Familles monoparentales							
1 enfant	4 711	27 469	51 559	51 253	103 630	31 362	134 992
2 enfants	1 132	17 941	49 608	23 299	67 343	24 637	91 980
3 enfants	203	5 140	13 385	4 128	17 779	5 077	22 856
4 enfants ou plus	23	1 668	3 582	710	5 083	900	5 983
Sous-total	6 069	52 218	118 134	79 390	193 835	61 976	255 811
Familles biparentales et monoparentales							
1 enfant	11 314	95 153	126 710	136 444	327 206	42 415	369 621
2 enfants	3 750	88 863	204 341	79 669	338 999	37 624	376 623
3 enfants	668	27 325	72 147	18 355	106 535	11 960	118 495
4 enfants ou plus	137	9 553	23 630	4 400	33 464	4 256	37 720
Total¹	15 869	220 894	426 828	238 868	806 204	96 255	902 459

1. Il s'agit des données réelles au 31 décembre 2021.

Dans 89 % des familles, l'AF est versée à la mère.

Les trois quarts (74 %) des bénéficiaires de l'AF ont moins de 45 ans. Seulement 2 % des familles ont une ou un bénéficiaire de moins de 25 ans.

Tableau 21 Proportion de familles bénéficiaires de l'AF qui ont choisi le dépôt direct et le paiement mensuel, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2021

Situation familiale	Somme versée							
	Montant maximal		Montant se situant entre le minimum et le maximum		Montant minimal		Total	
	Dépôt direct %	Paiement mensuel %	Dépôt direct %	Paiement mensuel %	Dépôt direct %	Paiement mensuel %	Dépôt direct %	Paiement mensuel %
Familles biparentales								
1 enfant	89	27	90	26	83	13	86	19
2 enfants	93	32	92	28	84	10	89	22
3 enfants ou plus	95	40	94	36	86	10	93	33
Sous-total	92	33	92	30	84	12	89	23
Familles monoparentales								
1 enfant	91	51	90	36	83	12	90	41
2 enfants	94	58	91	35	83	8	92	43
3 enfants ou plus	96	68	94	44	85	6	95	57
Sous-total	93	56	91	36	83	11	91	44
Familles biparentales et monoparentales								
1 enfant	90	44	90	31	83	13	87	27
2 enfants	94	47	91	30	84	10	90	27
3 enfants ou plus	95	51	94	37	86	10	93	38
Total¹	92	46	91	32	84	12	89	29

1. Il s'agit des données réelles au 31 décembre 2021.

La majorité des bénéficiaires de l'AF (89 %) optent pour le dépôt direct, et plus d'une famille sur quatre (29 %) demande à recevoir son paiement chaque mois plutôt que tous les trois mois.

Ces statistiques varient en fonction de la somme versée. Les familles qui reçoivent la somme maximale, soit les familles à faible revenu, préfèrent le dépôt direct et le paiement mensuel. Ainsi, 92 % des familles qui reçoivent la somme maximale optent pour le dépôt direct, et 46 % demandent le paiement mensuel. À l'inverse, les familles qui reçoivent la somme minimale, soit les familles à revenu plus élevé, optent pour le dépôt direct dans une plus faible proportion (84 %), même si cette proportion grimpe de 1 % à 2 % par année depuis 2014. Ces familles choisissent le paiement mensuel dans une proportion de 12 % en 2021.

Tableau 22 Enfants donnant droit à l'AF, selon l'âge et le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2021

Âge de l'enfant	Nombre d'enfants dans la famille				Total
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants ou plus	
Moins de 1 an	32 663	28 548	12 276	6 171	79 657
1 an	29 303	30 134	12 590	6 459	78 485
2 ans	20 930	37 594	15 204	7 303	81 029
3 ans	15 925	40 736	16 962	7 864	81 486
4 ans	13 600	42 110	19 081	8 771	83 561
5 ans	13 392	43 245	20 929	9 109	86 672
6 ans	12 610	43 357	21 887	9 736	87 589
7 ans	12 392	43 616	22 816	10 398	89 221
8 ans	12 348	43 747	23 354	10 699	90 146
9 ans	12 608	43 415	23 317	10 919	90 256
10 ans	12 787	43 762	23 352	10 899	90 798
11 ans	13 759	43 753	23 184	10 495	91 190
12 ans	15 344	44 192	22 202	10 255	91 990
13 ans	17 620	43 404	20 307	9 446	90 775
14 ans	21 041	39 813	18 347	8 380	87 578
15 ans	26 553	34 911	15 485	7 235	84 182
16 ans	31 556	29 856	12 505	5 730	79 644
17 ans	32 530	27 652	11 369	5 011	76 560
Total¹	346 957	703 842	335 163	154 855	1 540 814

Note : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Il s'agit des données réelles au 31 décembre 2021.

Presque un enfant sur deux (46 %) vit dans une famille de deux enfants, et 10 % des enfants vivent dans une famille de quatre enfants ou plus.

Au cours de la prochaine année, 32 530 familles cesseront d'être bénéficiaires, puisque leur seul enfant a 17 ans.

Le supplément pour enfant handicapé

Tableau 23 Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2021

	Nature du handicap					Total	
	Visuelle	Auditive	Motrice	Autre	Sous-total		Trouble des fonctions mentales
Garçons							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n. d.	n. d.	2 791
1985	354	740	1 899	2 926	5 919	2 194	8 113
1990	469	911	2 591	8 932	12 903	2 983	15 886
1995	474	861	2 362	6 963	10 660	4 629	15 289
2000	439	753	1 995	4 937	8 124	7 708	15 832
2005	446	659	1 634	4 647	7 386	12 920	20 306
2006	428	626	1 566	4 677	7 297	14 111	21 408
2007	417	562	1 488	4 704	7 171	14 929	22 100
2008	407	537	1 408	4 827	7 179	15 792	22 971
2009	401	515	1 351	4 936	7 203	16 505	23 708
2010	389	516	1 336	5 069	7 310	16 920	24 230
2011	386	494	1 294	5 316	7 490	17 637	25 127
2012	377	486	1 272	5 471	7 606	17 915	25 521
2013	372	494	1 222	5 595	7 683	18 163	25 846
2014	367	475	1 147	5 662	7 651	18 415	26 066
2015	359	477	1 108	5 893	7 837	18 785	26 622
2016	350	480	1 109	6 185	8 124	18 905	27 029
2017	358	495	1 126	6 515	8 494	19 440	27 934
2018	352	527	1 119	6 861	8 859	19 999	28 858
2019 ¹	335	541	1 116	7 074	9 066	20 231	29 297
2020 ¹	343	501	1 129	7 441	9 414	20 185	29 599
2021 ¹	327	519	1 131	7 816	9 793	20 516	30 309
Filles							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n. d.	n. d.	2 175
1985	250	630	1 483	2 258	4 621	1 474	6 095
1990	314	853	2 020	6 190	9 377	1 794	11 171
1995	297	817	2 095	5 135	8 344	2 373	10 717
2000	295	743	1 698	4 026	6 762	3 504	10 266
2005	310	608	1 328	3 850	6 096	5 139	11 235
2006	309	584	1 270	3 902	6 065	5 410	11 475
2007	307	537	1 178	3 920	5 942	5 589	11 531
2008	305	508	1 108	4 019	5 940	5 791	11 731
2009	302	483	1 061	4 181	6 027	5 919	11 946
2010	306	482	1 028	4 275	6 091	5 975	12 066
2011	314	484	1 002	4 470	6 270	6 138	12 408
2012	319	482	967	4 600	6 368	6 147	12 515
2013	322	484	918	4 862	6 586	6 220	12 806
2014	315	456	848	4 880	6 499	6 225	12 724
2015	313	448	822	5 106	6 689	6 229	12 918
2016	311	457	824	5 352	6 944	6 250	13 194
2017	308	478	808	5 635	7 229	6 340	13 569
2018	298	500	811	5 984	7 593	6 449	14 042
2019 ¹	296	509	831	6 178	7 814	6 509	14 323
2020 ¹	302	472	825	6 492	8 091	6 530	14 621
2021 ¹	274	500	853	6 786	8 413	6 628	15 041

1. Il s'agit de données projetées.

Tableau 23 (suite) Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2021

Sexe et année	Nature du handicap					Sous-total	Trouble des fonctions mentales	Total
	Visuelle	Auditive	Motrice	Autre				
Garçons et filles								
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n. d.	n. d.	4 966	
1985	604	1 370	3 382	5 184	10 540	3 668	14 208	
1990	783	1 764	4 611	15 122	22 280	4 777	27 057	
1995	771	1 678	4 457	12 098	19 004	7 002	26 006	
2000	734	1 496	3 693	8 963	14 886	11 212	26 098	
2005	756	1 267	2 962	8 497	13 482	18 059	31 541	
2006	737	1 210	2 836	8 579	13 362	19 521	32 883	
2007	724	1 099	2 666	8 624	13 113	20 518	33 631	
2008	712	1 045	2 516	8 846	13 119	21 583	34 702	
2009	703	998	2 412	9 117	13 230	22 424	35 654	
2010	695	998	2 364	9 344	13 401	22 895	36 296	
2011	700	978	2 296	9 786	13 760	23 775	37 535	
2012	696	968	2 239	10 071	13 974	24 062	38 036	
2013	694	978	2 140	10 456	14 268	24 384	38 652	
2014	682	931	1 995	10 542	14 150	24 640	38 790	
2015	672	925	1 929	10 999	14 525	25 015	39 540	
2016	661	937	1 933	11 537	15 068	25 155	40 223	
2017	666	973	1 934	12 150	15 723	25 780	41 503	
2018	650	1 027	1 930	12 845	16 452	26 448	42 900	
2019 ¹	631	1 050	1 947	13 252	16 880	26 740	43 620	
2020 ¹	645	973	1 954	13 933	17 505	26 715	44 220	
2021 ¹	601	1 019	1 984	14 602	18 206	27 144	45 350	

1. Il s'agit de données projetées.

La tendance à la hausse du nombre d'enfants reconnus handicapés se poursuit en 2021 avec une augmentation de 3 % par rapport à 2020.

Tableau 24 Familles bénéficiaires du SEH, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2021

Situation familiale	Revenu familial				Total
	Moins de 25 000 \$	De 25 000 \$ à 49 999 \$	De 50 000 \$ à 74 999 \$	75 000 \$ ou plus	
Familles biparentales					
1 enfant	298	780	1 253	3 910	6 241
2 enfants	471	1 303	2 137	7 945	11 856
3 enfants	395	990	1 290	3 531	6 206
4 enfants ou plus	328	701	782	1 287	3 098
Total	1 492	3 774	5 462	16 673	27 401
Familles monoparentales					
1 enfant	1 885	2 055	816	487	5 243
2 enfants	1 604	2 017	929	664	5 214
3 enfants	744	693	279	225	1 941
4 enfants ou plus	374	231	61	25	691
Total	4 607	4 996	2 085	1 401	13 089
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	2 183	2 835	2 069	4 397	11 484
2 enfants	2 075	3 320	3 066	8 609	17 070
3 enfants	1 139	1 683	1 569	3 756	8 147
4 enfants ou plus	702	932	843	1 312	3 789
Total¹	6 099	8 770	7 547	18 074	40 490

1. Il s'agit des données réelles au 31 décembre 2021.

Le nombre de familles qui comptent au moins un enfant reconnu handicapé est de 40 490. Il représente 4 % des familles québécoises.

Parmi les familles bénéficiaires du SEH, 68 % sont biparentales, et 37 % ont un revenu inférieur à 50 000 \$.

Tableau 25 Répartition des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap et l'âge de l'enfant, décembre 2021

Nature du handicap	Âge de l'enfant			
	De 0 à 4 ans	De 5 à 11 ans	De 12 à 17 ans	Total
Déficience				
Visuelle	74	257	270	601
Auditive	191	480	261	931
Motrice	243	923	639	1 805
Autre déficience				
Fonction cardiovasculaire	183	180	45	408
Alimentation et digestion	238	863	1 006	2 106
Anomalies métaboliques ou héréditaires	317	1 242	1 794	3 353
Anomalies du système nerveux	46	211	239	496
Fonction respiratoire	40	70	32	142
Néoplasies	120	324	223	667
Anomalies du système immunitaire	151	622	642	1 414
Fonctions rénale et urinaire	17	74	83	174
Malformations congénitales et anomalies chromosomiques	364	754	526	1 644
Autres déficiences et déficiences multiples	1 359	1 555	418	3 332
Sous-total	2 835	5 893	5 007	13 735
Total – Déficience	3 343	7 553	6 177	17 072
Trouble des fonctions mentales				
Retard psychomoteur	102	1 012	964	2 077
Retard mental et déficiences cognitives	3	352	1 198	1 553
Troubles envahissants du développement	610	6 191	5 291	12 091
Troubles du langage	204	3 161	3 222	6 587
Troubles du comportement	3	404	1 064	1 471
Autres/psychoaffectif	1	83	274	358
Total – Trouble des fonctions mentales	923	11 201	12 012	24 136
Grand total¹	4 266	18 754	18 188	41 207²

Note : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Il s'agit des données réelles au 31 décembre 2021.

2. De ce nombre, 4 602 enfants reçoivent le SEHNSE.

Le nombre d'enfants reconnus handicapés est de 41 207. Il représente 3 % des enfants québécois.

Les handicaps des enfants sont majoritairement (59 %) des troubles des fonctions mentales.

Statistiques régionales

Tableau 26 Répartition régionale des bénéficiaires de l'AF et du SEH, en décembre 2021, et des sommes totales versées, en 2021

Région	Paiement de l'Allocation famille			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées k\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées k\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées k\$	
Bas-Saint-Laurent	18 778	32 296	63 190	742	750	3 126	66 316
Saguenay–Lac-Saint-Jean	28 297	47 626	89 531	1 113	1 135	4 452	93 983
Capitale-Nationale	77 830	128 769	229 318	3 212	3 132	12 227	241 545
Mauricie	25 891	43 734	89 509	1 097	1 082	4 257	93 766
Estrie	50 890	87 956	176 990	2 479	2 531	9 356	186 346
Montréal	189 538	325 346	686 112	8 481	8 932	39 589	725 701
Outaouais	44 584	75 494	145 794	1 854	1 853	7 746	153 541
Abitibi-Témiscamingue	15 970	28 032	52 537	602	585	2 343	54 880
Côte-Nord	9 751	16 384	32 266	435	446	1 996	34 262
Nord-du-Québec	6 495	13 300	30 860	222	222	851	31 711
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8 093	12 993	26 484	388	390	1 479	27 963
Chaudière-Appalaches	47 080	82 252	152 238	1 895	1 876	7 051	159 289
Laval	49 341	86 032	165 060	2 376	2 505	10 210	175 270
Lanaudière	62 936	108 307	207 963	3 258	3 319	12 520	220 483
Laurentides	71 856	120 849	227 374	3 329	3 331	12 654	240 028
Montréal	167 458	282 892	522 716	7 863	7 987	30 280	552 996
Centre-du-Québec	27 010	47 368	96 085	1 125	1 115	4 267	100 352
Hors du Québec	661	1 188	1 642	19	20	52	1 695
Ensemble du Québec¹	902 459	1 540 814	2 995 670	40 490	41 207²	164 457³	3 160 127

Note 1 : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Note 2 : Les données sont produites selon le découpage des régions administratives en vigueur au 31 décembre 2021. Les MRC de Brome-Missisquoi (46) et de La Haute-Yamaska (47), qui faisaient auparavant partie de la région de la Montérégie (16), appartiennent à la région de l'Estrie (05) depuis 2021.

1. Il s'agit des données réelles au 31 décembre 2021.

2. De ce nombre, 4 602 enfants reçoivent le SEHNSE.

3. Ce montant comprend les sommes versées pour le SEH et le SEHNSE. En 2021, les sommes versées pour le SEHNSE sont estimées à 55,2 M\$.

Tableau 27 Répartition régionale des bénéficiaires de l'AF et du SEH, selon le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2021

Région	Familles bénéficiaires de l'AF				Familles bénéficiaires du SEH			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants ou plus	Total	1 enfant	2 enfants	3 enfants ou plus	Total
Bas-Saint-Laurent	7 396	7 839	3 543	18 778	218	304	220	742
Saguenay–Lac-Saint-Jean	11 143	12 034	5 120	28 297	327	446	340	1 113
Capitale-Nationale	31 368	34 060	12 402	77 830	947	1 420	845	3 212
Mauricie	10 630	10 694	4 567	25 891	332	439	326	1 097
Estrie	19 338	21 334	10 218	50 890	644	1 005	830	2 479
Montréal	85 534	73 678	30 326	189 538	2 708	3 363	2 410	8 481
Outaouais	18 369	18 440	7 775	44 584	524	769	561	1 854
Abitibi-Témiscamingue	6 090	6 598	3 282	15 970	153	256	193	602
Côte-Nord	4 325	3 764	1 662	9 751	131	188	116	435
Nord-du-Québec	2 536	2 076	1 883	6 495	41	76	105	222
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3 753	3 197	1 143	8 093	119	170	99	388
Chaudière-Appalaches	17 096	20 634	9 350	47 080	466	818	611	1 895
Laval	20 086	20 942	8 313	49 341	657	1 020	699	2 376
Lanaudière	24 807	26 666	11 463	62 936	830	1 398	1 030	3 258
Laurentides	29 224	30 777	11 855	71 856	918	1 466	945	3 329
Montérégie	67 585	72 259	27 614	167 458	2 164	3 449	2 250	7 863
Centre-du-Québec	10 065	11 367	5 578	27 010	295	479	351	1 125
Hors du Québec	276	264	121	661	10	4	5	19
Ensemble du Québec¹	369 621	376 623	156 215	902 459	11 484	17 070	11 936	40 490

Note 1 : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Note 2 : Les données sont produites selon le découpage des régions administratives en vigueur au 31 décembre 2021. Les MRC de Brome-Missisquoi (46) et de La Haute-Yamaska (47), qui faisaient auparavant partie de la région de la Montérégie (16), appartiennent à la région de l'Estrie (05) depuis 2021.

1. Il s'agit des données réelles au 31 décembre 2021.

Tableau 28 Répartition régionale des bénéficiaires de l'AF, selon l'âge des enfants, décembre 2021

Région	Nombre de familles comptant des enfants âgés de...				Nombre total d'enfants âgés de...			
	0 à 4 ans	5 à 11 ans	12 à 17 ans	Total ¹	0 à 4 ans	5 à 11 ans	12 à 17 ans	Total
Bas-Saint-Laurent	6 333	9 847	8 863	18 778	8 093	13 043	11 161	32 296
Saguenay–Lac-Saint-Jean	9 759	14 733	13 017	28 297	12 521	19 088	16 018	47 626
Capitale-Nationale	27 470	40 853	33 909	77 830	34 817	53 061	40 892	128 769
Mauricie	9 155	13 574	11 629	25 891	11 724	17 677	14 334	43 734
Estrie	17 695	26 839	23 697	50 890	22 880	35 564	29 513	87 956
Montréal	71 169	99 707	83 161	189 538	88 116	132 611	104 620	325 346
Outaouais	15 438	23 982	20 259	44 584	19 233	31 311	24 950	75 494
Abitibi-Témiscamingue	5 883	8 404	7 286	15 970	7 610	11 257	9 165	28 032
Côte-Nord	3 391	5 011	4 576	9 751	4 225	6 510	5 650	16 384
Nord-du-Québec	2 841	3 729	3 202	6 495	3 698	5 198	4 405	13 300
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 757	4 075	3 760	8 093	3 435	5 115	4 443	12 993
Chaudière-Appalaches	16 181	24 721	21 665	47 080	21 506	33 446	27 300	82 252
Laval	16 214	25 871	24 637	49 341	20 195	34 427	31 411	86 032
Lanaudière	21 861	33 792	29 173	62 936	27 928	44 222	36 158	108 307
Laurentides	24 833	37 484	32 545	71 856	31 777	48 893	40 179	120 849
Montérégie	58 060	87 808	76 210	167 458	73 436	114 943	94 513	282 892
Centre-du-Québec	9 535	14 160	12 494	27 010	12 600	19 022	15 747	47 368
Hors du Québec	333	363	207	661	428	488	272	1 188
Ensemble du Québec²	318 908	474 953	410 290	902 459	404 218	625 872	510 729	1 540 814

Note 1 : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Note 2 : Les données sont produites selon le découpage des régions administratives en vigueur au 31 décembre 2021. Les MRC de Brome-Missisquoi (46) et de La Haute-Yamaska (47), qui faisaient auparavant partie de la région de la Montérégie (16), appartiennent à la région de l'Estrie (05) depuis 2021.

1. La somme des données individuelles ne correspond pas au total, puisqu'une famille qui a plusieurs enfants d'âges différents n'est comptée qu'une fois dans le total.
2. Il s'agit des données réelles au 31 décembre 2021.

Tableau 29 Répartition régionale des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap, décembre 2021

Région	Nature du handicap						Total
	Visuelle	Auditive	Motrice	Autre	Déficience	Trouble du développement	
					Sous-total		
Bas-Saint-Laurent	1	18	45	293	357	393	750
Saguenay–Lac-Saint-Jean	17	35	90	436	578	558	1 135
Capitale-Nationale	41	99	153	1 199	1 492	1 640	3 132
Mauricie	20	30	60	338	448	635	1 082
Estrie	38	61	95	757	951	1 581	2 531
Montréal	119	180	350	2 986	3 635	5 297	8 932
Outaouais	30	37	78	573	718	1 136	1 853
Abitibi-Témiscamingue	14	17	25	229	285	300	585
Côte-Nord	2	13	34	141	190	256	446
Nord-du-Québec	6	5	13	85	109	113	222
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	10	5	20	125	160	230	390
Chaudière-Appalaches	28	47	89	700	864	1 014	1 876
Laval	45	57	105	772	979	1 527	2 505
Lanaudière	32	69	136	1 007	1 244	2 076	3 319
Laurentides	53	71	135	1 116	1 375	1 958	3 331
Montérégie	127	152	323	2 553	3 155	4 834	7 987
Centre-du-Québec	18	38	57	421	534	582	1 115
Hors du Québec	–	–	1	7	8	12	20
Ensemble du Québec¹	601	931	1 805	13 735	17 072	24 136	41 207²

Note 1 : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Note 2 : Les données sont produites selon le découpage des régions administratives en vigueur au 31 décembre 2021. Les MRC de Brome-Missisquoi (46) et de La Haute-Yamaska (47), qui faisaient auparavant partie de la région de la Montérégie (16), appartiennent à la région de l'Estrie (05) depuis 2021.

1. Il s'agit des données réelles au 31 décembre 2021.

2. De ce nombre, 4 602 enfants reçoivent le SEHNSE.

Tableau 30 Répartition des bénéficiaires de l'AF et du SEH, selon la région administrative et la MRC, en décembre 2021, et des sommes totales versées, en 2021

Région	Paiement de Soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées M\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	
Bas-Saint-Laurent							
La Matapédia (7)	1 646	2 903	5,9	72	67	0,3	6,2
Matane (8)	1 836	2 956	6,0	79	78	0,3	6,3
La Mitis (9)	1 783	3 186	6,7	84	84	0,3	7,0
Rimouski-Neigette (10)	5 671	9 425	17,3	210	210	0,8	18,2
Les Basques (11)	710	1 282	2,5	24	23	0,1	2,6
Rivière-du-Loup (12)	3 553	6 156	11,8	126	128	0,5	12,3
Témiscouata (13)	1 636	2 958	6,1	84	92	0,4	6,4
Kamouraska (14)	1 943	3 432	6,9	63	69	0,3	7,2
Total	18 778	32 296	63,2	742	750	3,1	66,3
Saguenay-Lac-Saint-Jean							
Le Domaine-du-Roy (91)	3 030	5 279	10,6	116	116	0,5	11,0
Maria-Chapdelaine (92)	2 400	4 252	8,4	85	87	0,3	8,7
Lac-Saint-Jean-Est (93)	5 579	9 662	18,4	249	263	1,0	19,4
Saguenay (941)	14 643	23 826	43,7	557	559	2,3	46,0
Le Fjord-du-Saguenay (942)	2 645	4 608	8,5	106	111	0,4	8,9
Total	28 297	47 626	89,5	1 113	1 135	4,5	94,0
Capitale-Nationale							
Charlevoix-Est (15)	1 378	2 372	4,7	55	54	0,2	4,9
Charlevoix (16)	1 134	1 971	3,7	31	32	0,2	3,9
L'Île-d'Orléans (20)	613	1 061	1,7	23	22	0,1	1,8
La Côte-de-Beaupré (21)	3 525	6 027	10,0	149	148	0,5	10,5
La Jacques-Cartier (22)	7 112	12 183	19,1	254	249	0,9	20,0
Québec (23)	57 931	94 627	170,3	2 453	2 379	9,3	179,7
Portneuf (34)	6 137	10 530	19,8	247	249	1,0	20,9
Total	77 830	128 769	229,3	3 212	3 132	12,2	241,5
Mauricie							
Mékinac (35)	977	1 680	3,6	39	42	0,2	3,8
Shawinigan (36)	4 348	7 176	15,4	194	190	0,7	16,2
Maskinongé (51)	3 639	6 267	12,7	131	138	0,6	13,4
La Tuque (90)	1 594	2 946	6,6	45	45	0,2	6,8
Trois-Rivières (371)	13 238	21 936	43,8	609	589	2,3	46,1
Les Chenaux (372)	2 095	3 731	7,3	79	79	0,3	7,6
Total	25 891	43 734	89,5	1 097	1 082	4,3	93,8

Note 1 : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Note 2 : Les données sont produites selon le découpage des régions administratives en vigueur au 31 décembre 2021. Les MRC de Brome-Missisquoi (46) et de La Haute-Yamaska (47), qui faisaient auparavant partie de la région de la Montérégie (16), appartiennent à la région de l'Estrie (05) depuis 2021.

Tableau 30 (suite) Répartition des bénéficiaires de l'AF et du SEH, selon la région administrative et la MRC, en décembre 2021, et des sommes totales versées, en 2021

Région	Paiement de Soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées M\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	
Estrie							
Le Granit (30)	2 011	3 725	7,7	92	95	0,3	8,0
Les Sources (40)	1 373	2 566	4,1	63	68	0,2	4,3
Le Haut-Saint-François (41)	2 619	4 756	9,4	138	142	0,5	9,9
Le Val-Saint-François (42)	3 539	6 285	13,7	147	149	0,6	14,4
Sherbrooke (43)	17 825	30 164	59,9	815	820	3,1	63,0
Coaticook (44)	1 969	3 630	8,2	85	90	0,4	8,6
Memphrémagog (45)	4 911	8 320	16,3	219	232	0,8	17,1
Brome-Missisquoi (46)	6 593	11 309	22,6	324	327	1,1	23,7
La Haute-Yamaska (47)	10 050	17 203	35,1	596	610	2,3	37,4
Total	50 890	87 956	177,0	2 479	2 531	9,4	186,3
Montréal							
Montréal (66)	189 538	325 346	686,1	8 481	8 932	39,6	725,7
Outaouais							
Papineau (80)	2 196	3 677	8,2	101	109	0,5	8,6
Gatineau (81)	32 713	55 118	106,8	1 334	1 343	5,7	112,5
Les Collines-de-l'Outaouais (82)	6 467	11 096	17,8	231	221	0,9	18,7
La Vallée-de-la-Gatineau (83)	1 913	3 201	7,8	110	103	0,4	8,2
Pontiac (84)	1 295	2 402	5,2	78	78	0,4	5,6
Total	44 584	75 494	145,8	1 854	1 853	7,7	153,5
Abitibi-Témiscamingue							
Témiscamingue (85)	1 609	2 944	6,1	69	72	0,3	6,4
Rouyn-Noranda (86)	4 647	7 867	14,0	170	159	0,7	14,6
Abitibi-Ouest (87)	2 104	3 813	7,2	86	83	0,3	7,5
Abitibi (88)	2 745	4 842	9,1	83	84	0,4	9,5
La Vallée-de-l'Or (89)	4 865	8 567	16,2	194	188	0,7	16,9
Total	15 970	28 032	52,5	602	585	2,3	54,9
Côte-Nord							
La Haute-Côte-Nord (95)	884	1 502	3,2	43	48	0,3	3,4
Manicouagan (96)	3 061	4 957	9,7	159	151	0,7	10,4
Sept-Rivières (971)	3 984	6 630	12,6	167	175	0,7	13,3
Caniapiscou (972)	534	1 031	1,9	15	16	0,1	2,0
Minganie (981)	747	1 314	2,6	29	32	0,1	2,7
Le Golfe-du-Saint-Laurent (982)	541	951	2,3	22	24	0,2	2,4
Total	9 751	16 384	32,3	435	446	2,0	34,3
Nord-du-Québec							
Jamésie (991)	1 513	2 643	4,9	69	63	0,2	5,1
Kativik (992)	2 390	5 023	10,8	49	52	0,2	10,9
Eeyou Istchee (993)	2 592	5 635	15,2	104	107	0,5	15,6
Total	6 495	13 300	30,9	222	222	0,9	31,7

Note 1 : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Note 2 : Les données sont produites selon le découpage des régions administratives en vigueur au 31 décembre 2021. Les MRC de Brome-Missisquoi (46) et de La Haute-Yamaska (47), qui faisaient auparavant partie de la région de la Montérégie (16), appartiennent à la région de l'Estrie (05) depuis 2021.

Tableau 30 (suite) Répartition des bénéficiaires de l'AF et du SEH, selon la région administrative et la MRC, en décembre 2021, et des sommes totales versées, en 2021

Région	Paiement de Soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées M\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine							
Les Îles-de-la-Madeleine (1)	1 115	1 680	3,0	47	45	0,2	3,2
Le Rocher-Percé (2)	1 377	2 133	4,7	64	64	0,3	5,0
La Côte-de-Gaspé (3)	1 637	2 668	5,0	68	68	0,2	5,2
La Haute-Gaspésie (4)	856	1 393	3,0	62	65	0,3	3,3
Bonaventure (5)	1 601	2 611	5,2	81	82	0,3	5,6
Avignon (6)	1 507	2 509	5,4	66	66	0,3	5,7
Total	8 093	12 993	26,5	388	390	1,5	28,0
Chaudière-Appalaches							
L'Islet (17)	1 549	2 772	5,8	58	59	0,3	6,1
Montmagny (18)	2 015	3 502	6,9	91	93	0,4	7,3
Bellechasse (19)	4 170	7 742	14,5	166	161	0,6	15,1
La Nouvelle-Beauce (26)	4 717	8 474	15,4	178	178	0,7	16,1
Robert-Cliche (27)	2 112	3 874	7,8	104	107	0,4	8,2
Les Etchemins (28)	1 553	2 858	5,9	62	62	0,2	6,0
Beauce-Sartigan (29)	5 830	10 314	20,3	231	230	1,0	21,3
Les Appalaches (31)	3 989	6 958	14,4	166	162	0,6	15,0
Lotbinière (33)	4 105	7 384	14,0	162	166	0,5	14,6
Lévis (251)	17 040	28 376	47,1	677	661	2,4	49,5
Total	47 080	82 252	152,2	1 895	1 876	7,1	159,3
Laval							
Laval (65)	49 341	86 032	165,1	2 376	2 505	10,2	175,3
Lanaudière							
D'Autray (52)	4 726	8 087	16,2	233	248	0,9	17,0
L'Assomption (60)	15 657	27 054	49,9	841	854	3,3	53,2
Joliette (61)	7 505	12 648	23,9	410	421	1,6	25,5
Matawinie (62)	4 811	8 403	21,0	255	263	1,1	22,2
Montcalm (63)	7 722	13 459	27,5	370	379	1,4	28,9
Les Moulins (64)	22 515	38 658	69,4	1 149	1 156	4,3	73,7
Total	62 936	108 307	208,0	3 258	3 319	12,5	220,5
Laurentides							
Deux-Montagnes (72)	12 817	21 777	40,0	666	666	2,4	42,5
Thérèse-De Blainville (73)	19 383	33 547	59,0	882	872	3,4	62,4
Mirabel (74)	8 570	14 274	26,0	373	380	1,5	27,4
La Rivière-du-Nord (75)	16 430	27 540	53,5	769	783	3,0	56,5
Argenteuil (76)	3 272	5 373	11,7	154	158	0,6	12,3
Les Pays-d'en-Haut (77)	3 747	5 977	11,5	156	153	0,6	12,1
Les Laurentides (78)	4 514	7 327	14,9	181	176	0,7	15,6
Antoine-Labelle (79)	3 123	5 036	10,7	148	146	0,5	11,2
Total	71 856	120 849	227,4	3 329	3 331	12,7	240,0

Note 1 : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Note 2 : Les données sont produites selon le découpage des régions administratives en vigueur au 31 décembre 2021. Depuis 2021, les MRC de Brome-Missisquoi (46) et de La Haute-Yamaska (47), qui faisaient partie de la région de la Montérégie (16), appartiennent à la région de l'Estrie (05).

Tableau 30 (suite) Répartition des bénéficiaires de l'AF et du SEH, selon la région administrative et la MRC, en décembre 2021, et des sommes totales versées, en 2021

Région	Paiement de Soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées M\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	
Montérégie							
Acton (48)	1 630	3 016	6,6	110	110	0,4	7,0
Pierre-De Saurel (53)	4 695	7 721	15,1	265	271	0,9	16,0
Les Maskoutains (54)	9 799	16 949	33,9	555	561	2,0	36,0
Rouville (55)	4 665	7 970	15,3	243	252	0,8	16,1
Le Haut-Richelieu (56)	13 954	23 424	44,6	775	781	2,8	47,4
La Vallée-du-Richelieu (57)	17 278	28 811	46,2	737	714	2,5	48,7
Longueuil (58)	47 109	78 938	149,1	2 047	2 093	8,6	157,8
Marguerite-D'Youville (59)	10 510	17 377	29,2	475	480	1,7	30,8
Roussillon (67)	24 356	41 424	75,5	1 111	1 128	4,5	79,9
Les Jardins-de-Napierville (68)	3 614	6 317	12,1	163	166	0,6	12,7
Le Haut-Saint-Laurent (69)	2 493	4 589	10,3	122	131	0,5	10,8
Beauharnois-Salaberry (70)	7 453	12 233	24,3	395	405	1,4	25,8
Vaudreuil-Soulanges (71)	19 902	34 126	60,4	865	899	3,6	64,0
Total	167 458	282 892	522,7	7 863	7 987	30,3	553,0
Centre-du-Québec							
L'Érable (32)	2 401	4 455	9,3	107	111	0,5	9,8
Bécancour (38)	2 201	3 849	7,6	78	81	0,3	7,9
Arthabaska (39)	7 928	13 951	28,0	299	294	1,1	29,1
Drummond (49)	12 029	20 689	42,1	545	530	2,0	44,1
Nicolet-Yamaska (50)	2 451	4 425	9,1	96	101	0,3	9,4
Total	27 010	47 368	96,1	1 125	1 115	4,3	100,4
Total hors du Québec	661	1 188	1,6	19	20	0,1	1,7
Ensemble du Québec¹	902 459	1 540 814	2 995,7	40 490	41 207²	164,5³	3 160,1

Note 1 : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Note 2 : Les données sont produites selon le découpage des régions administratives en vigueur au 31 décembre 2021. Les MRC de Brome-Missisquoi (46) et de La Haute-Yamaska (47), qui faisaient auparavant partie de la région de la Montérégie (16), appartiennent à la région de l'Estrie (05) depuis 2021.

1. Il s'agit des données réelles au 31 décembre 2021.

2. De ce nombre, 4 602 enfants reçoivent le SEHNSE.

3. Ce montant comprend les sommes versées pour le SEH et le SEHNSE. En 2021, les sommes versées pour le SEHNSE sont estimées à 55,2 M\$.

Tableau 31 Répartition régionale des bénéficiaires du SAFS, selon l'âge des enfants au début de l'année scolaire 2021-2022

Région	Nombre de familles comptant des enfants âgés de...			Nombre total d'enfants âgés de...		
	4 à 11 ans	12 à 17 ans	Total ¹	4 à 11 ans	12 à 17 ans	Total
Bas-Saint-Laurent	10 515	7 953	15 238	14 649	9 441	24 090
Saguenay–Lac-Saint-Jean	15 841	11 587	22 583	21 500	13 516	35 016
Capitale-Nationale	43 806	29 932	61 493	59 522	34 495	94 017
Mauricie	14 547	10 221	20 606	19 876	12 023	31 899
Estrie	28 805	21 026	40 823	39 887	24 799	64 685
Montréal	107 236	72 729	149 318	148 946	87 333	236 278
Outaouais	25 452	17 872	35 800	34 694	20 935	55 629
Abitibi-Témiscamingue	9 077	6 476	12 685	12 740	7 753	20 493
Côte-Nord	5 401	4 005	7 812	7 359	4 721	12 080
Nord-du-Québec	3 997	2 792	5 237	5 907	3 634	9 541
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4 402	3 249	6 398	5 751	3 695	9 446
Chaudière-Appalaches	26 360	19 216	37 620	37 440	22 920	60 360
Laval	27 559	21 597	40 134	38 330	26 269	64 599
Lanaudière	35 973	25 885	50 643	49 379	30 545	79 923
Laurentides	39 931	28 526	57 085	54 526	33 582	88 107
Montréal	93 860	67 143	133 573	128 375	79 211	207 585
Centre-du-Québec	15 162	11 146	21 586	21 369	13 367	34 736
Hors du Québec	904	472	1 104	1 371	582	1 952
Ensemble du Québec²	508 828	361 827	719 738	701 615	428 815	1 130 430

Note 1 : La totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Note 2 : Les données sont produites selon le découpage des régions administratives en vigueur au 31 décembre 2021. Les MRC de Brome-Missisquoi (46) et de La Haute-Yamaska (47), qui faisaient auparavant partie de la région de la Montérégie (16), appartiennent à la région de l'Estrie (05) depuis 2021.

1. La somme des données individuelles ne correspond pas au total, puisqu'une famille qui a plusieurs enfants d'âges différents n'est comptée qu'une fois dans le total.

2. Il s'agit des données réelles au 31 juillet 2021.

**Pour plus de renseignements,
vous pouvez communiquer
avec nous.**

Par Internet

retraitequebec.gouv.qc.ca

Par courriel

statistiques@retraitequebec.gouv.qc.ca

Par la poste

Retraite Québec
Case postale 5200
Québec (Québec) G1K 7S9

Retraite
Québec 

Partenaire de votre
sécurité financière